parti pris

Volume 5, numéro 5 février 75¢

Une manifestation dégénère en échauffourée à Lachute: 5 blessés

une compagnie écoeurante!

La CIC appuie les grévistes de Lachute

Le syndicat intente une poursuite en justice



L'eau, le gaz lacrymogène, tout était bon pour défendre la résidence de M. Gilbert Ayers;

DANS LE PROCHAIN NUMERO

des extraits du manifeste parti pris '64-'65

une table ronde sur l'option lévesque

une interview avec marcel pépin

un reportage sur les noirs à Montréal

anciens numéros de parti pris

on peut se procurer les anciens numéros de la revue (à partir du no 1 du vol. 1) en s'adressant :

— à la revue parti pris, c.p. 149, station "N", montréal

— aux dépositaires suivants :

Agence du livre français, 1249 Bernard O., Montréal

Librairie Déom, 1247 St-Denis, Montréal

Librairie Renaud-Bray, 5219 Côte-des-Neiges, Montreal

sommaire

éditorial ..... **p. 3**

Québec politique — gilles bourque ..... **p. 10**

Québec économique — luc racine ..... **p. 11**

politique internationale — philippe bernard ..... **p. 14**

un parti pour la gauche québécoise
— françois bachand ..... **p. 16**

la CSN: structure et stratégie — gilles dostaler ..... **p. 19**

pourquoi la révolution — charles gagnon ..... **p. 27**

document: discours de andrée ferreti ..... **p. 35**

reportage: lachute 15 mois plus tard
robert tremblay et pierre renaud ..... **p. 41**

le québec en mots dit — pierre maheu ..... **p. 48**

les arts artistiques — thérèse dumouchel ..... **p. 50**

levac . . . loranger . . . — thérèse dumouchel ..... **p. 53**

parti pris

vol. 5 no 5
février 1968

revue politique et culturelle
paraît tous les mois sur 60 pages
rédaction et administration :
c.p. 149, station "N", Montréal 18, Québec
directeur: philippe bernard
comité de rédaction:
gilles bourque
gilles dostaler
thérèse dumouchel
gabriel gagnon
pierre maheu
luc racine
robert tremblay
maquettistes:
jacques des rosiers
rené bonenfant
secrétaire: huguette corbo
trésorier: marc laliberté
collaborateurs :
jacques allard
denis arcand
rené beaudin
jacques brault
andré brochu
paùl chamberland
jan depocas
pierre desrosiers
raoul duguay
jacques ferron
charles gagnon
roger guy
robert maheu
gaston miron
michel pichette
jean-marc piotte
narcisso pizarro
jacques poisson
jean-robert rémillard
pierre renaud
gaétan tremblay
pierre vadeboncoeur
pierre vallières

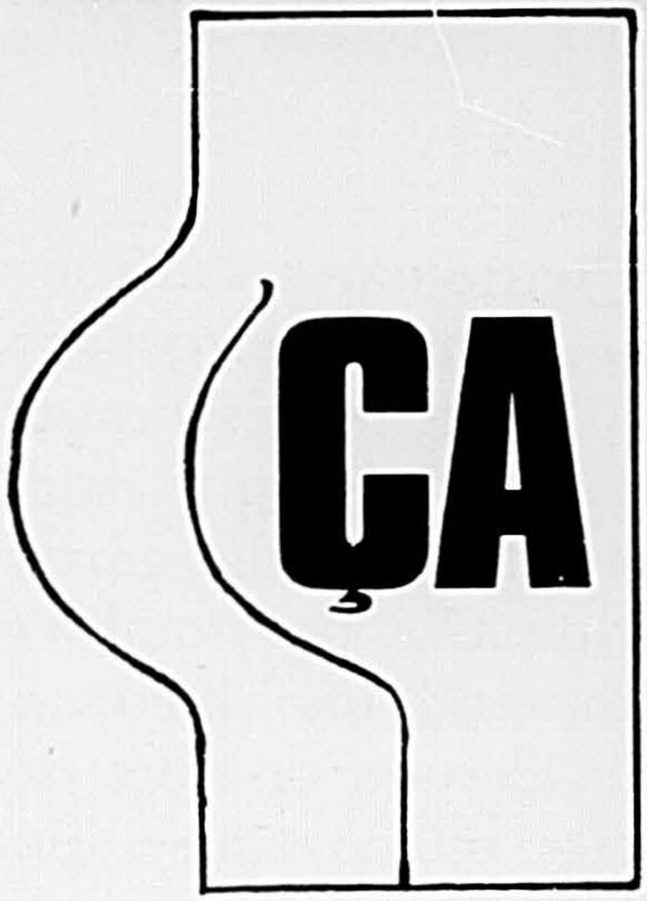
distributeurs: agence de distribution populaire,
1130 Lagauchetière est, Montréal
tél.: 523-1182

la revue n'est pas responsable des manuscrits
qui lui sont adressés.
reproduction interdite sans autorisation.

le numéro: 75¢
abonnement d'un an: $6.00



GROUILLE PAS, DANIEL, ÇA SERAIT OBSCÈNE!



éditorial

Au cours de l'interminable session de l'an dernier, le parlement provincial a produit 92 projets de loi. Pouvez-vous dire lesquels sont les plus importants ? Lesquels incarnent des grandes politiques mises en oeuvre par le gouvernement de M. Johnson ? . . . Vous ne trouvez pas ? Pas étonnant, il n'y en a pas. On a beau chercher : Rien, zéro, niet, pantoute.

L'action du gouvernement Johnson se résume à des "déclarations fracassantes" qui ne fracassent rien du tout, et à des compromissions discrètes. C'est un gouvernement élu par erreur, formé tant bien que mal des membres d'une équipe qui n'avait pas été construite pour exercer le pouvoir; un gouvernement faible et irrésolu, déjà tiraillé et divisé contre lui-même. Cherchant d'abord à se maintenir au pouvoir, il vise à ne rien faire qui pourrait

déplaire, n'agit que s'il est forcé dans ses derniers retranchements. Il se caractérise d'abord par l'immobilisme, à tous les niveaux, et dans toutes les directions : si depuis son arrivée au pouvoir il n'a doté le Québec d'à peu près aucun instrument nouveau, on constate qu'il n'a pas non plus conclu la moindre entente vraiment importante avec Ottawa. La devise de M. Johnson pourrait être *ne rien faire et laisser croire*.

élu par erreur

Revenons un moment aux élections de 1966. Quatre partis s'affrontent : 1) le parti libéral, formé des représentants de la grande bourgeoisie traditionnelle assimilée ou canadian (Lesage, Kierans), et des représentants d'une sorte de néo-bourgoisie progressiste et technocrate (Lévesque surtout); 2) l'Union Nationale, composée majoritairement de la vieille garde duplessiste, représentant de la petite-bourgeoisie traditionnelle, des notables de village, des forces cléricales ("vieille garde" qui comprend aussi bien un Bertrand qu'un Dozois ou Johnson lui-même), et d'un certain nombre de "jeunes" qui ne sont que la nouvelle génération de cette même classe, un peu moins poussiéreux d'aspect, vaguement nationalistes, et aussi réactionnaires: Mickey Masse, Noëlla, Bousquet, Jérôme *Tous pour un* Proulx, etc.; 3) le R.I.N., comparable en gros à la "gauche" du P.L., et 4) le R.N., semblable plus ou moins aux "jeunes" de l'U.N.

A la surprise générale, l'U.N. se retrouve au pouvoir. Les causes de cette victoire sont multiples. D'abord, il y a le fonctionnement de notre système électoral: le système de la majorité simple à un tour donne à Johnson une majorité de sièges avec une minorité de votes. C'est là un fait fondamental, qu'il ne faut jamais oublier. C'est un résultat de la présence des tiers partis, qui semble avoir nui surtout aux Libéraux, et un résultat de l'irréalisme de ces derniers, qui n'ont osé modifier la carte électorale qu'à moitié, se rendant ainsi plus vulnérables eux-mêmes. Mais la victoire de l'U.N. a une autre cause plus sérieuse: l'erreur de tactique des Libéraux qui centrent leur propagande sur Lesage, et se donnent (donc) une image grande-bourgeoise,

hautaine et "fendante". L'U.N. au contraire, fait du populisme de son mieux, et propose un programme qui ressemble plutôt à ses "jeunes" qu'à la vieille garde: Egalité ou indépendance. Johnson est élu à cause des ratés du mécanisme électoral et des erreurs de Lesage.

vers le chemin du roy . . .

Dès le départ, la politique de Johnson est double. D'une part, les hommes de la vieille garde cumulent les ministères économiques et les jeunes se voient consolés avec quelques petits ministères "culturels". D'autre part, Johnson continue sur la lancée verbale qui lui a réussi: c'est l'époque des "ultimatums" et des "déclarations fracassantes": transport interprovincial, droits miniers sous-marins, éducation permanente, ministère des Affaires intergouvernementales, assurance-dépôt, allocations familiales, pensions de vieillesse, radio-diffusion en font le sujet, avec quelques pittoresques histoires de protocole. Mais aujourd'hui, et si fracassantes que furent toutes ces déclarations verbales, tous ces problèmes sont toujours en suspens. *Words, words, words . . . pour les Hamlet de* l'U.N., Noëlla en tête, c'était quand même la belle époque. Ils faisaient eux-aussi des déclarations à qui mieux mieux. C'était aussi l'époque des petits voyages en France . . . jusqu'en mai 67, où M. Johnson était deux fois reçu en tête à tête par De Gaulle . . . Ouais ! Et puis de Gaulle est venu, et puis, malheureusement, il a été trop loin . . . Il a dit les mots vraiment "fracassants" que *"Mon ami Johnson"* ne disait pas . . . et tout a mal tourné pour M. Johnson.

. . . puis vers Wall Street

Un "Vive le Québec Libre" aussi retentissant, c'était la fin du bel immobilisme. Ça faisait grouiller tant de choses qu'on en voyait soudain dans une lumière trop crue les grenouillages de M. Johnson . . . Il dévoilait ses arrières: c'était obscène. Et les gens sérieux, ceux qui garnissent les caisses électorales, le firent bien voir à M. Johnson: d'abord un petit voyage de repos à Hawaï, et puis un petit voyage d'"explications" à New-York

(c'est assez humiliant à votre goût, un premier ministre invité à venir s'"expliquer" par un groupe de financiers . . . c'est assez réussi comme coup de baguette sur les doigts ?), et puis l'entrée au Cabinet de MM. Faribault et Cardinal, deux hommes de la rue Saint-Jacques, qui veilleront à ce que des impairs comme celui du balcon de l'Hôtel de Ville ne se répètent plus.

A la conférence des premiers ministres à Toronto, M. Johnson avait bien appris sa leçon: il ne grouillait plus. Il était gentil, on ne peut plus. Et M. Faribault était derrière lui. Et quand parut le premier volume du rapport de la Royale Bibi, M. Johnson déclara que c'était la réponse à toutes ses demandes de Toronto. On ne fracasse plus comme on fracassait, capitaine Daniel ! Des deux termes du début, *Egalité ou Indépendance*, seul subsiste le premier. Et il semble bien que M. Johnson sera facilement satisfait, car M. Faribault a l'égalité légère, comme d'autres la cuisse. Encore une fois, c'est obscène !

nous, au moins, nous sommes élus !

Oui, mais alors là, c'est les jeunots qui ne sont pas contents. Même que les journaux ont rapporté des phrases pas gentilles du tout à l'égard de MM. Faribault et Cardinal. "Nous, au moins, nous sommes élus": ainsi les aurait apostrophés Noëlla, et devant tout le monde, c'est-y dieu possible !

Voilà donc les contradictions de M. Johnson mises à nu. Peu après son élection, on lui prédisait une opposition formidable; mais en fait les deux ailes du parti Libéral étaient trop occupées à leurs querelles internes (qui devaient les mener à la scission que l'on sait) pour critiquer sérieusement le gouvernement qui a ainsi pu continuer à camoufler sa vérité durant plusieurs mois. Mais cette belle époque est finie. La contradiction est nouée, l'épée de l'obscénité pend au dessus de la tête de M. Johnson, et il ne peut plus rien fracasser verbalement, ni à plus forte raison grouiller, si peu que ce soit. Il est immobilisé. Il est fait. Sa duplicité se dénonce d'elle-même.

En effet, s'il s'avance dans la direction du fédéralisme, c'est Noëlla qui se fâche et qui apparait sans voiles: or la langue et la culture, les deux mammelles de son nationalisme, il n'a rien pour les soutenir, aucun instrument économique ou social: il est comme les danseuses des Ballets Africains. Et c'est obscène: il dit des choses blessantes, frustrantes, gênantes. Mais si au contraire M. Johnson s'avance dans la voie fracassante du nationalisme, c'est la face de M. Faribault qu'on verra apparaître de nouveau. Et celui-là, avec ses yeux en $, il est obscène de toute façon.

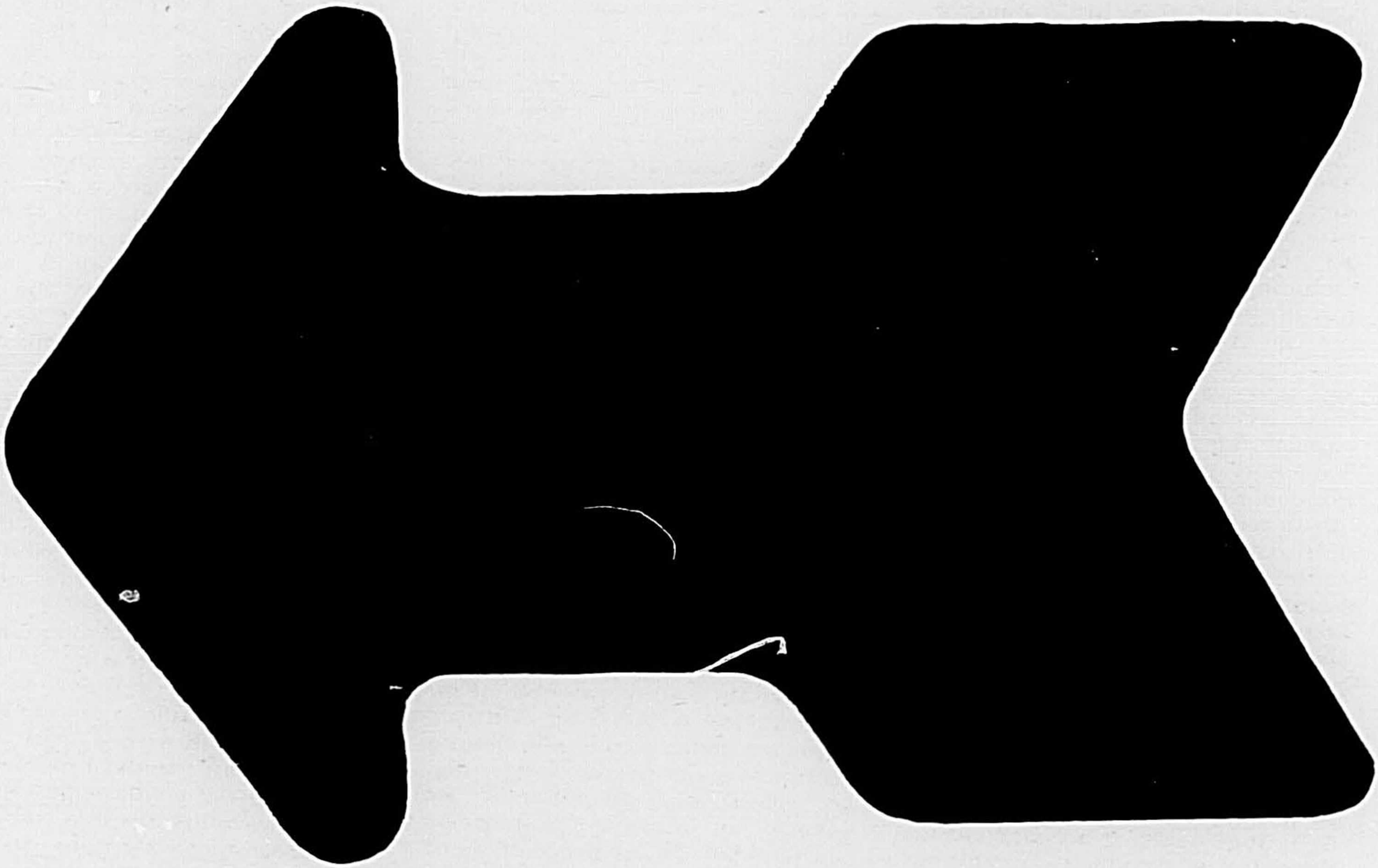
M. Johnson a déclaré que l'année 1968 serait celle des grandes décisions. Avec la Royale Bibi, les histoies de "nouvelle constitution" et autres balivernes du genre, il a sa solution toute trouvée. Et il n'y aura rien qui grouillera là-dedans: ça sera beau à voir, et pas obscène pour deux sous: comme la Vénus de Milo. Pas de bras.

une clique malfaisante

Ce qu'il ne faut pas oublier dans tout cela, c'est que cet individu, réduit à l'immobilité et à l'impuissance, nous gouverne. Quand il finit par agir, c'est pour fabriquer un Québec à son image: il coupe tout ce qui dépasse, tout ce qui bouge, tout ce qui agit. Ses actions d'éclat ont consisté à régler des grèves sur le dos des travailleurs. Les nominations qu'il a faites en douce visent à arrêter le mouvement, au ministère de l'Education, par exemple, où un Jean-Marie Beauchemin, ancien secrétaire de la Fédération des Collèges Classiques et une Thérèse Baron, opposée au rapport Parent et jadis à la formation même du ministère, sont devenus sous-ministres adjoints. Et puis les saisie des livres, les arrestations de comédiens, la chasse aux sorcières qui recommence. Et puis dès le premier budget, la taxe de vente haussée à 8% (or la taxe de vente est la plus régressive qui soit – c'est les plus défavorisés qui en font les frais). Et puis quoi encore. L'Union Nationale tend à faire un Québec à son image: immobile et impuissant. Elle maintient sa façade de décence en sabotant les forces vives, les éléments dynamiques de la nation. Que ces hommes soient dépassés par l'histoire, c'est

leur problème. Mais tant qu'ils nous gouvernent c'est obscène – et catastrophique. Et comme leur art consiste à se faire oublier en ne faisant rien, notre résolution de la nouvelle année devrait être de nous garder l'esprit sans cesse en alerte et mobilisé contre eux. Parasites qui empêchent une nation de s'épanouir, les hommes de l'Union Nationale sont une clique de bibites malfaisantes dont il faut nous défaire au plus tôt.

parti pris/p.m.



québec politique

on n'est pas le congo

gilles bourque

Depuis qu'il a commencé sa compagne d'information pour gagner des adhérants à sa thèse souveraineté-association, René Lévesque se plaît à affirmer inlassablement que "nous autres au Québec, nous ne sommes pas comme au Congo, à Cuba ou en Bolivie . . .". Une grande partie de ses efforts consiste à prendre ses distances par rapport aux pays impliqués dans le mouvement de décolonisation. Lorsque son présent collègue, François Aquin, démissionna du parti libéral, le même René Lévesque, nous dit-on, reprochait à ce dernier la liaison qu'il établissait, dans le texte de démission qu'il a lu en Chambre, entre la situation québécoise et celle du tiers-monde. Cet acharnement va de pair avec une volonté répétée à satiété d'être pratique, pragmatique, et une condamnation de plus en plus sèche et cassante de ceux qui "plaquent des théories sur la réalité". Cette dernière attitude glisse parfois dangereusement vers une condamnation à peine voilée des intellectuels, thème cher à Duplessis. On sait que ce dernier appelait tous ceux qui exprimaient ne serait-ce que l'ombre d'une idée, des joueurs de piéno. Lévesque n'en est peut-être pas rendu là, mais comme nous l'enseignaient les bonnes soeurs et les bons frères, la pente est plus facile à descendre qu'à remonter.

●

Il est inutile de dire que bien plus que les théoriciens, lesquels évidemment sont ceux qui ont cette outrecuidance de trouver des affinités de situation entre le Québec, Cuba, les noirs américains et le Vietnam, Lévesque vise surtout les idées exprimées. Ces idées ou cette théorie consistent à éclairer la totalité de la situation québécoise et à lire dans cette réalité un double phénomène de dépendance: semi-colonialisme issu de la superposition nationale dans le contexte canadian et impérialisme américain. L'histoire du Québec est, pour un tel "théoricien", le lieu d'une vassalisation politico-économique qui se répercute sur la structure de classe et sur l'univers idéologique et culturel de la société dominée. Cet état de fait est le résultat d'un phénomène de superposition nationale qui rattache le Québec à l'histoire des sociétés occidentales au sein de laquelle les états nationaux ont été construits par une nation forte qui a vassalisé les autres sociétés se trouvant sur son territoire national. Mais elle est aussi causée par l'envahissement de plus en plus grand de l'impérialisme américain qui vient créer une communauté de destin entre les Québécois et les "damnés de la terre". Si l'on veut rendre compte de la totalité de la domination que subit le Québec, il faut donc tenir compte de ce double phénomène de déstructuration qui inscrit la province dans deux structures économiques dont les rationalités différentes ne dépendent pas d'elle et ne tendent même pas à la cohérence entre elles. Le Québec, déstructuré sur lui-même, l'est même au niveau des pôles antagonistes de sa domination.

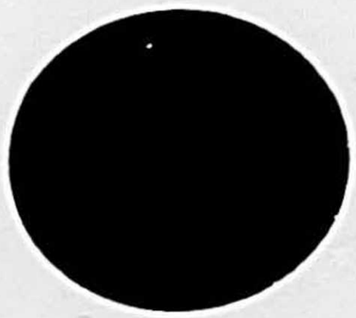
La possibilité de découvrir ou de reconnaître toutes les sources de domination subie par le Québec ne dépendent cependant pas de la bonne volonté ou encore de l'intelligence de l'analyste, mais plutôt de la classe sociale et des intérêts qu'il défend. Si l'on veut promouvoir, comme René Lévesque, notre embryon de bourgeoisie et une fraction importante de notre petite bourgeoisie, on reconnaît le phénomène de superposition nationale parce que l'on se situe de façon naturelle dans un contexte atlantique et capitaliste qui peut donner lieu, théoriquement tout au moins, à un antagonisme et à un renversement de bourgeoisie nationale au sein d'un même état ou à la création d'un nouvel état capitaliste. Mais il est alors impossible de faire parvenir clairement au champ de la conscience, de nommer ouvertement le second phénomène, celui de l'impérialisme américain, parce que seule une lutte anti-capitaliste peut le renverser véritablement, puisqu'il représente la dernière phase de la concentration capitaliste qui a conduit à la création d'un état monstre qui, pour maintenir son système économique, doit se militariser de plus en plus pour continuer à pressurer les peuples qui sont sous sa dépendance. Seule une lutte menée par l'ensemble des travailleurs manuels et non-manuels, par le prolétariat et une fraction de la petite bourgeoisie (intellectuels, artistes, éducateurs, fonctionnaires) qui ne sont pas liés au capital, seule une lutte anti-capitaliste, peut s'attaquer à l'impérialisme américain (tout en renversant le colonialisme canadian).

Ce sont donc les théoriciens qui s'appuient sur cette classe antagoniste par rapport aux intérêts de celle qu'il défend que Lévesque attaque et tente de ridiculiser par des généralisations et des simplifications grossières. Jamais, dans cette dernière phase du capitalisme qui est née à la fin de la dernière guerre, la bourgeoisie et les petits

bourgeois qui la soutenaient n'ont réussi à s'opposer avec succès à l'impérialisme dans les pays colonisés, puisque le capitalisme qui a engendré ce dernier a conduit, par la nécessité de profits toujours majorés, au maintien d'une seule grande puissance impérialiste, celle des Etats-Unis, qui ne peut être renversée par des forces qui prétendent s'inscrire dans le même univers économique. C'est pourquoi il ne serait pas étonnant d'apprendre que M. Lévesque ira "vendre" le MSA aux industriels de New York. C'est la grande différence qui existe entre René Lévesque et François Aquin. Jean Lesage a eu raison d'affirmer que ces deux hommes ne pourraient véritablement s'entendre. S'ils y parviennent, ce sera sûrement que l'un ou l'autre aura abdiqué ses idées ou les aura tout au moins mises en veilleuse, et, dans le contexte du MSA, il serait très étonnant que ce soit Lévesque.

Il est même permis, avant de terminer, de s'interroger sur les possibilités pour les groupes sociaux qui appuient l'ancien ministre libéral de réaliser un véritable changement au seul niveau auquel ils veulent s'attaquer. La thèse de Lévesque ne confirme-t-elle pas, en effet, l'impossibilité de réaliser une véritable indépendance (même dans l'interdépendance qui est chère à son auteur!) en s'appuyant sur les forces qu'il sollicite et en s'inscrivant dans le contexte que l'on sait? Les deux pôles de la théorie, souveraineté et association, risquent fort de n'être que des mots qui recouvrent l'impossibilité structurelle de cette forme d'indépendance. Le marché commun, si généreux dans un monde d'internationalisation, ne viserait-il qu'à maintenir le Québec dans le giron économique de l'Ontario, à titre de succursale servant les intérêts de la maison-mère? L'union monétaire ne soumet-elle pas dangereusement la source et la création du crédit ainsi que le contrôle de la monnaie, instruments si fondamentaux au sein des sociétés industrielles, à des pressions "statu quoistes"? La création d'un état néo-capitaliste souhaitée par Lévesque, qui, par l'intermédiaire de sociétés mixtes état-entreprises privées, créerait une véritable bourgeoisie québécoise, c'est-à-dire une bourgeoisie qui s'imposerait structurellement dans tous les secteurs de l'activité, n'est-elle pas la plus grande des illusions puisque les moyens que l'on se donne (ou que l'on est forcé d'adopter) pour le réaliser sont aussi faibles?

La thèse souveraineté-association n'est, croyons-nous, que l'illustration de l'impossibilité de réaliser une véritable révolution bourgeoise au Québec. Elle ne vise qu'à donner un peu plus d'autonomie économique, une plus grande participation au profit des intérêts en place qui s'assureraient une part légèrement plus grosse du gâteau, tout en maintenant le Québec dans son double carcan colonial et impérialiste. Adhérer au mouvement Lévesque c'est vouloir se battre pour renverser un quart de la moitié de la situation de domination que subissent les travailleurs québécois-français. Le mouvement Lévesque n'est peut-être au fond que le "New Look" que se donne la collaboration qu'ont toujours pratiqué nos élites auprès du colonisateur et qui s'est toujours réalisé contre les intérêts de l'ensemble de la population. Les travailleurs ont à faire leur propre révolution nationale, car elle seule servira leurs intérêts!



québec économique

luc racine

la baisse des investissements au Québec

Pour se développer, une société a besoin que se fasse sur le plan économique un certain nombre d'investissements. Dans une économie socialiste, ces investissements sont faits de façon planifiée, avec comme but d'assurer une croissance équilibrée de la production et de la consommation, en fonction des besoins de la majorité de la population. Dans une économie capitaliste, les investissements se font en général de façon anarchique, pour satisfaire la soif de profit et de pouvoir d'une minorité au détriment de l'ensemble de la population ; quand il y a planification (comme en France, par exemple), c'est uniquement dans l'intérêt des patrons et des grandes compagnies.

Dans une économie capitaliste, toutes les décisions concernant les investissements, que ce soit au niveau de l'entreprise, du secteur industriel ou de l'Etat, sont prises sans aucune participation et sans aucune consultation des travailleurs. On comprend alors pourquoi la croissance économique ne profite que très indirectement et souvent ne profite pas du tout aux travailleurs qui en sont pourtant l'élément moteur. Les patrons et l'Etat, aidés de leurs administrateurs et de leurs technocrates, font inévitablement passer leurs intérêts bien avant ceux de la population.

Les conséquences de ce système économique sont désastreuses. Aux Etats-Unis, par exemple, on investit des sommes fabuleuses pour faire fonctionner les industries qui produisent toutes les sortes d'armements utilisés au Vietnam, tandis que l'on investit des sommes dérisoires pour relever le niveau et les conditions de vie de la population noire.

Autre exemple des résultats des investissements capitalistes: pour la période allant de 1956 à 1965, les grandes compagnies américaines ont investi directement pour 2.893 millions de dollars en Amérique latine, ce qui leur a rapporté la modique somme de 7.441 millions de dollars. Il s'agit là d'investissements rentables: un profit de 4.548 millions de dollars, ce n'est pas mal. Mais ce sont les conséquences de cela pour les populations d'Amérique latine qui sont particulièrement édifiantes.

●

De 1958 à 1966, le revenu annuel brut a vu se ralentir son rythme d'accroissement: ce dernier est passé de 4% à 3%; avec une population supérieure de 60.200.000 d'habitants à celle de 1957, l'Amérique latine a, en 1966, un taux de croissance du revenu annuel brut inférieur à celui de 1957. De plus, le revenu annuel brut par tête a connu un taux de croissance inférieur à celui de la population: à un taux de croissance de 1.2% par année du revenu annuel brut par tête a correspondu un taux d'accroissement de la population de 2.9% par année. Tout ceci revient à dire que les investissements américains en Amérique Latine n'ont pas produit un enrichissement mais un appauvrissement des pays de ce continent exploité: les profits faits par les compagnies américaines en Amérique latine n'ont pas servi à financer le développement économique et à réduire la misère des peuples latino-américains, mais plutôt à bloquer le développement économique et à accroître la misère pour le plus grand bien des industries américaine. [1]

Nous voilà rapidement fixés sur la nature et le rôle des investissements en régime capitaliste. Les investissements s'y font dans les industries où il est possible de faire le plus de profit. La guerre du Vietnam paye plus que l'éducation des noirs américains, il est plus rentable d'extraire du minérai et du pétrole en Amérique latine qu'ailleurs. Et, quand il est si profitable pour les industries américaines de produire pour la guerre au Vietnam ou d'exploiter les ressources des pays sous-développés, on ne voit pas pourquoi les compagnies américaines pratiqueraient la philanthropie en continuant à investir dans des pays où leurs activités sont moins rentables. C'est ce qui explique pourquoi, depuis quelque temps, les investissements baissent au Québec. Et, comme l'économie québécoise est complètement dépendante des investissements américains, cela veut dire que l'investissement global diminue et que le développement économique stagne. Les conséquences de cela sont facilement prévisibles et se manifestent déjà: hausse du coût de la vie et diminution du niveau de vie qui en résulte, augmentation du chômage, hausse des taxes, etc., etc.

De 1966 à 1967, d'après les dernières estimations du Bureau Fédéral de la Statistique [2], les investissements publics et privés au Québec ont brusquement décru tandis que, partout ailleurs au Canada, ils se sont accrus. C'est un fait connu que les investissements sont toujours inférieurs au Québec par rapport au reste du Canada: en 1966, il s'est investi $603 par habitant au Québec tandis qu'il s'en investissait $735 en Ontario. La chute des investissements au Québec (de — 5.8%) et la hausse dans les restes du Canada (de + 4.7%) n'a rien d'encourageant dans ce sens. En 1966, les investissements faits au Québec représentaient 23.4% du total des investissements faits au Canada; en 1967, ils n'en représentent plus que 21.0%.

Tableau I: investissements publics et privés au Québec, en Ontario et au Canada en 1966 et en 1967 (en million de $)

	1966 (1)	1967 (2)	Taux de changements
Québec	3,490.3	3.287.0	— 5.8%
Ontario	5,114.9	5,460.2	6.7%
Canada	14,895.8	15,593.4	4.7%

(1) Dépenses réelles provisoires
(2) Estimations de la mi-année des projets pour 1967.

Source: donnés du B.F.S., reproduite par Claude Lemelin, **Le Devoir,** mercredi, 13 décembre 1967, p. 6.

Il y a plus. La diminution des investissements privés n'a nullement été compensée par une hausse des investissements publics: la baisse des investissements publics (de 5% pour les services d'utilité publique et de 7.8% pour les ministères gouvernementaux) a été supérieure à la baisse des investissements totaux, qui a été de 5.8%. En Ontario, au contraire, la hausse des investissements publics a été supérieure (15.0% pour les services d'utilité publique et 13.6% pour les ministères gouvernementaux) à la hausse globale, de 6.7% pour l'ensemble des investissements publics et privés.

Cette diminution des investissements de l'Etat, au Québec, est d'autant plus significative si l'on tient compte du fait que, depuis 1963, dans la répartition des investisements, les investissements relevant de l'Etat (services d'utilité publique et dépenses des ministères) représentent 42.4% du total des investissements (contrairement à l'Ontario où, pour la même période, c'est-à-dire celle allant de 1963 à 1966, les mêmes investissements représentent 36.4% du total) [3]. Quand les investissements baissent dans le secteur privé, l'Etat peut à la rigueur jouer un rôle supplétif en augmentant les investissements dans le secteur public. Mais il y a une limite à cela et il semble qu'au Québec cette limite soit atteinte. D'où une baisse générale de tous les investissements en 1967. Généralement, de 1948-51 à 1963-66, au Québec, les investissements dans le secteur privé ont décru par rapport aux investissements dans le secteur public, où la hausse proportionnelle a compensé (voir Tableau II). Les investissements faits par le régime libéral, avec la nationalisation de l'Hydro-électricité, la réforme de l'éducation, la création de la Caisse de Dépôts, de Sidbec et de Soquem, etc., ont permis de compenser, pour un court laps de temps, la baisse relative des investissements dans le secteur privé (particulièrement dans le secteur primaire et secondaire).

Tableau II: structure de l'investissement au Québec, pour les périodes 1948-1951 et 1963-1966 (en %)

	1948-51	1963-66
fabrication	22.4	19.2
service d'utilité publique	22.2	22.7
habitation	20.8	18.5
institutions et ministères	16.3	19.7
industries primaires et de la construction	10.1	9.7
commerce, finance et services commerciaux	8.2	10.2
total	100.0	100.0

Source: données de M. Roland Parenteau reproduites par Claude Lemelin dans **Le Devoir** du mardi, 10 octobre 1967, p. 13.

Cependant, les investissements de l'Etat dans le domaine des services ne sont pas productifs et ne permettent pas la réalisation de profits suffisants pour que le secteur public puisse financer lui-même son développement. Inévitablement, les sources de financement du secteur public, le capital nécessaire à sa croissance, se trouve dans les branches productives de l'économie (industrie primaire et secondaire); or, dans le régime économique sous lequel nous vivons, ces branches sont non seulement contrôlées par des intérêts privés mais, ce qui est plus important, par des intérêts étrangers ,anglo-canadiens et, surtout, américains). Les investissements faits dans les secteurs productifs sont réalisés en fonction des préoccupations d'industriels et de financiers américains qui n'ont aucun intérêt au développement de l'ensemble de notre économie pour satisfaire aux besoins de la population. Ce que ces gens cherchent, c'est leur profit; et, puisque, de plus en plus, leur profit est plus facile à faire aux Etats-Unis et dans les pays sous-développés qu'au Québec, leurs investissements dans l'économie québécoise diminuent. Si l'Etat, afin d'assurer le développement du secteur public, allait imposer plus rigoureusement les compagnies établies dans les secteurs productifs, il est fort probable que cela précipiterait encore la baisse des investissements. D'autre part, si l'Etat augmente les taxes indirectes et l'impôt sur le revenu des particuliers, il ne fera qu'augmenter la hausse du coût de la vie et accentuer les conséquences d'une baisse des investissements. C'est un cercle vicieux qu'aucun gouvernement liés aux intérêts des grandes compagnies ne peut briser: car la seule façon de rompre le cercle, c'est justement de mettre terme, par les moyens appropriés, au contrôle et à la domination que les entreprises anglo-canadiennes

et américaines exercent sur notre économie, dont ils paralysent de plus en plus complètement le développement.

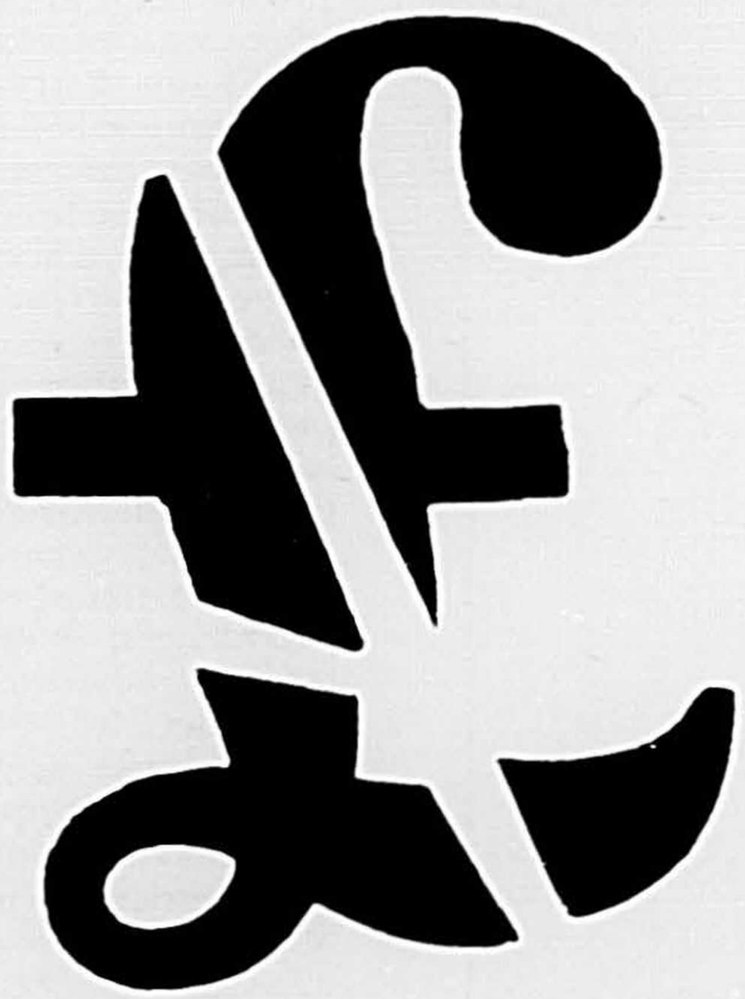
Il n'y a pas deux solutions valables aux problèmes de l'économie québécoise. Ou on accepte la stagnation due à la domination étrangère, avec tout ce que cela entraîne: baisse des investissements et de la productivité, chômage, hausse du coût de la vie, sous-qualification de la main-d'oeuvre, sous-emploi, dépeuplement régional, poches de pauvreté de plus en plus nombreuses dans les grandes villes et en province, etc. Ou on reprend le contrôle de notre économie par la nationalisation des industries exploitant nos ressources naturelles et des institutions financières, tout cela dans le but d'assurer un développement socio-économique planifié impliquant la participation des différentes couches de travailleurs à la construction d'une société où les besoins de la majorité seraient progressivement satisfaits. Ce n'est qu'à cette condition que l'Etat québécois sera vraiment souverain et que le peuple québécois sera vraiment libre.

Notes:

(1) Les différentes données citées dans ce paragraphe sont tirées des **Thèses** de la délégation cubaine à la première Conférence de l'OLAS tenu à la Havane en août 1967. Le texte est reproduit dans **OLAS: 1ère Conférence de l'organisation latino-américaine de solidarité**, Maspéro, Paris, 1967, pp. 29-78.

(2) Cf. les chiffres reproduits par C. Lemelin dans **Le Devoir** du mercredi, 13 décembre 1967, p. 6 ("La baisse des investissements augure mal pour la croissance de l'économie du Québec") et du samedi, 16 décembre 1967, p. 5 ("Les investissements: Canada, Ontario, Québec").

(3) Données présentées par M. Roland Parenteau, directeur général du Conseil d'orientation économique du Québec, au dixième congrès annuel des Caisses populaires Desjardins, reproduites par C. Lemelin dans **Le Devoir**, mardi 10 octobre 1967, p. 13 ("Baisse des investissements au Québec à courte échéance...").



politique internationale

philippe bernard

la dévaluation du sterling

La dévaluation de la livre sterling par le gouvernement de la Grande-Bretagne est une manifestation récente et spectaculaire des contradictions de l'impérialisme. Fruit de la concentration de la production et du capital au sein de monopoles, de la fusion du capital-financier et du capital-industriel, et du partage du monde politique et économique entre les puissances capitalistes, l'impérialisme comporte ses propres contradictions internes; ces contradictions le conduiront à son effondrement, résultat inéluctable de son développement.

Comment doit-on interpréter la dévaluation du sterling, et que signifie-t-elle? Le but premier de toute dévaluation est de parvenir à un meilleur équilibre de la balance des paiements. D'abord en obtenant une balance commerciale excédentaire, c'est-à-dire un surplus des exportations sur les importations; une dévaluation permet de produire à meilleur compte qu'auparavant par rapport au marché mondial, donc de rendre les produits anglais moins chers et les produits étrangers plus chers. Il s'agit là d'un puissant stimulant de l'économie intérieure. Ensuite en favorisant l'entrée de capitaux et la constitution de réserves monétaires: l'augmentation du taux de réescompte, en définitive du taux d'intérêt, incite les étrangers à placer leurs capitaux en Grande-

Bretagne en vue d'un meilleur rendement.

Les raisons qui ont amené le gouvernement britannique à décider cette dévaluation doivent être recherchées dans la conjoncture économique internationale et intérieure. On note la présence d'une récession économique dans les pays occidentaux (l'Allemagne et les Etats-Unis en particulier), donc baisse des investissements et augmentation du chômage; ajoutés à ces difficultés, la fermeture du canal de Suez à la suite du conflit de juin dernier, l'embargo sur le pétrole décrété par les pays arabes et la grève des débardeurs anglais ont placé la Grande-Bretagne devant l'urgence de remédier à la situation pour éviter la catastrophe.

Toutefois, et c'est ce qui est très important, les mesures prises par le gouvernement ne remettent pas en cause les structures du capitalisme. Ce sont des palliatifs, des cataplasmes, qui tentent de concilier l'inconciliable, qui s'inscrivent à l'intérieur du jeu du capital.

Il est certain que la dévaluation seule n'aura pas les effets prévus de redressement économique. En effet quinze pays, avec lesquels la Grande-Bretagne a des échanges importants, ont à leur tour dévaluer leur monnaie, ce qui diminue les avantages commerciaux désirés. Les autres pays (dont le Canada et les Etats-Unis) ont augmenté leur taux de réescompte, ce qui réduit de beaucoup l'intérêt des étrangers à transférer leurs capitaux dans ce pays. Le gouvernement anglais doit alors compléter la dévaluation monétaire par une politique d'austérité: réduction du budget de l'Etat, c'est-à-dire des dépenses publiques, réduction du crédit à la consommation et augmentation des impôts. Non seulement les travailleurs anglais voient-ils leur pouvoir d'achat diminué de 14.3%, mais doivent-ils en plus se serrer la ceinture. Et tout cela grâce à la politique d'un gouvernement qui se dit travailliste mais qui refuse de s'attaquer à l'essence même du problème.

L'attitude du gouvernement anglais est une manifestation typique de ce que Guevara appelle "les contradictions objectives entre une bourgeoisie nationale qui se bat pour se développer et l'impérialisme qui noie les marchés". Cet impérialisme était à l'origine l'oeuvre d'une vingtaine de pays capitalistes et industriels, les pays avancés selon Lénine: "Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'étranglement financier de l'immense majorité de la population du globe, par une poignée de pays avancés". Ces pays (ceux de l'Europe occidentale, le Canada, les Etats-Unis et le Japon) se sont groupés au sein de structures internationales, en grande partie contrôlées par les Etats-Unis. Ce sont le F.M.I. (Fonds monétaire international), la B.I.R.D. (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), le G.A.T.T. (General agreement on tarif and trade), l'O.C.D.E. (l'Organisation de coopération et de développement économique), et enfin le Pool de l'or. Ces différents organismes permettent aux pays industrialisés d'équilibrer entre eux leur balance des paiements, de maintenir au niveau minimal leur réserve monétaire, de garantir la parité des taux de change et surtout d'exporter des capitaux dans les pays en voie de développement, d'en contrôler l'économie et de se partager les marchés.

Peu à peu les Etats-Unis ont pris une place prépondérante dans l'économie mondiale et on assiste à cette contradiction fondamentale qui place les pays capitalistes en situation de dépendance de l'impérialisme d'un seul, l'impérialisme américain, tout en dominant le tiers monde pour assurer leur survivance. Cette situation de dépendant et de dominant des pays industriels occidentaux représente l'avant-dernière étape avant l'affrontement final entre l'impérialisme et les forces progressistes du monde.

Cette contradiction se manifeste de diverses façons. A la dernière réunion de l'O.C.D.E., une violente discussion s'est déroulée au sujet de l'équilibre de la balance des paiements: qui doit assurer le rééquilibre, les pays excédentaires (France, Allemagne, Italie) ou les pays déficitaires (Grande-Bretagne et Etats-Unis)? Bien entendu, les Etats-Unis prétendent que cette responsabilité incombe aux pays excédentaires qui doivent ouvrir leur marché aux produits américains et anglais. Malgré le refus des gouvernements bourgeois du Marché commun qui justement réunissent leurs forces pour résister au mastodonte américain, on sait d'avance que celui-ci joue gagnant. On comprend aussi pourquoi la Grande-Bretagne a limité la dévaluation du sterling à 14.3%, car les Etats-Unis ont menacé de dévaluer le dollar si la dévaluation de la livre dépassait 15%, ce qui aurait jeté par terre toutes les économies occidentales. Mais le gouvernement américain risque d'être incapable de maintenir la valeur du dollar.

Les forces révolutionnaires doivent déceler et dévoiler les faiblesses et les contradictions des relations internationales de l'impérialisme, combattre les forces bourgeoises lorsque celles-ci veulent entraîner les travailleurs dans les dédales de marché commun ou d'union économique, mais appuyer toute force progressiste lorsqu'elle se dresse contre l'impérialisme ou ses représentants. Au Québec, comme ailleurs, sachons tirer profit des enseignements du passé.

françois bachand

un parti pour la

Dimanche, le 17 décembre, se réunissaient, au siège social de l'U.G.E.Q., une quinzaine de personnes, se réclamant pour la plupart du marxisme-léninisme et venant des différents partis, syndicats et mouvements luttant pour la libération politique et sociale des travailleurs québecquois. La réunion avait pour but de faire une autocritique sérieuse des tactiques employées par la gauche révolutionnaire dans le passé, de justifier notre action présente, et de tracer une ligne politique future à suivre.

l'appui à la bourgeoisie nationale.

Pour bien mener le combat de classe, il faut savoir de quelles classes se compose notre société et connaître surtout sur quelle (ou quelles) ciasse(s) il faut s'appuyer pour mener à bien la lutte pour l'indépendance socialiste. La bourgeoisie nationale existe-t-elle ? Les personnes présentes ont répondu affirmativement. Malgré sa faiblesse numérique elle a exercé, surtout depuis 1960, un rôle politique important. Ce rôle tend à devenir plus grand et se dessine clairement (S.G.F., Sidbec, Soquem, réforme du système d'éducation, apparition des thèses nationalistes nouvelles : statut particulier, souverainisme, etc.). Toutes ces transformations entraînent des changements structurels profonds qui sont à la source de notre compréhension du nationalisme d'aujourd'hui. Cette bourgeoisie consciente de sa faiblesse numérique, politique et économique dépendant des structures coloniales a toujours cherché à se renforcer en s'appuyant sur la petite bourgeoisie. Elle tente aussi maintenant de créer une couche de technocrates, capables de servir pour le mieux ses intérêts, et appelés à remplacer nos "vieilles élites" (avocats, juges, prêtres, etc.). Quelle fut l'attitude de la gauche révolutionnaire vis-à-vis tous ces changements ? Les marxistes (du moins une partie non-négligeable) ont cru longtemps que la bourgeoisie ferait l'indépendance et que la lutte pour l'indépendance ne surviendrait qu'après. Le mot d'ordre à suivre était appui à la bourgeoisie avec tactiques appropriées selon les circonstances. Quelques personnes présentes ont émis des doutes quant à la validité de cette thèse alléguant le fait qu'au XXe siècle aucune bourgeoisie nationale n'a pu mener à bien la lutte pour l'indépendance et que, de toute façon, même si elle la faisait, cette indépendance ne serait que politique et ne changerait rien aux conditions sociales des travailleurs. La gauche révolutionnaire doit donc mener le combat pour l'indépendance au-delà des limites fixées par la bourgeoisie nationale. La lutte pour l'indépendance et le socialisme est indivisible.

la lutte menée par la gauche du R.I.N.

LE R.I.N. se divise actuellement en deux tendances opposées; la droite représentée par Bourgault et la gauche travaillant à la transformation démocratique du parti. La droite veut le pouvoir à tout prix. Pour y arriver elle est prête à tout. Faisant fi des principes elle est prête à toutes les alliances, avec le R.N., avec le M.S.A., ou avec le diable du moment qu'elle arrivera au pouvoir. Voilà où se situe le combat mené par la gauche riniste. Ou le R.I.N.

gauche québécoise?

devient véritablement le parti des travailleurs ou bien il se fusionne pour devenir le parti de la bourgeoisie nationale et de ses valets technocrates. Au dernier congrès la gauche a marqué un point, elle a évité la fusion malgré les coups de force caractéristiques de la droite : formation d'une "slate" au dernier moment, contrôle de l'appareil du congrès, chantage (appel au sentimentalisme par des anciens détenus politiques,) etc. Le combat se poursuit âprement à l'intérieur du R.I.N. Que va-t-il advenir ? Si la droite l'emporte, la gauche tentera de conserver l'appareil du parti, et formera avec des éléments extérieurs au R.I.N. un véritable parti des travailleurs. Le passé nous démontre cependant que c'est toujours à droite que les scissions ont eu lieu. Le R.I.N. continuera, nous le pensons, à se transformer et deviendra éventuellement le parti qui mènera les travailleurs québecois au pouvoir.

syndicats et action politique.

Les comités d'action politique à la C.S.N. en sont à l'état embryonnaire et d'organisation préliminaire. Certains camarades ont émis des doutes quant à l'efficacité de ces comités. On nous a assurés que cela s'inscrivait dans l'éventualité de la formation d'un parti de classe et qu'il ne fallait point craindre l'économie. Il est de toute façon trop tôt pour conclure.

animation sociale.

Depuis quelque temps on nous parle beaucoup d'animation, animation sociale apprêtée à toutes les sauces, dans les syndicats, chez les pauvres, dans les campagnes et jusque chez les anciens détenus. Un camarade, animateur de son métier, nous expliqua qu'il était très difficile d'émettre ses idées (de gauche, naturellement) ou de tenter de faire naître la conscience de classe chez les "animés" (certains animateurs ont été congédiés pour ce grave méfait) lorsque cette animation se faisait sous l'égide de l'état bourgeois (pseudo-fédéral ou provincial). Les personnes présentes en sont donc arrivées à la conclusion que l'animation (présentée sous sa forme actuelle) était une arme à deux tranchants, pouvant servir, à la fois les révolutionnaires et leurs ennemis selon comment on la considère et au profit de qui elle est utilisée.
L'animation sociale est une technique et pas autre chose, comme voudrait bien nous le faire croire certaine personne. Elle peut freiner le mouvement socialiste lorsqu'elle s'inscrit dans un programme "d'aménagement du territoire (concentration du Capital)" si les révolutionnaires n'ont pas à coeur de dépasser, malgré risques et difficultés, ce programme.

le parti des travailleurs.

La réunion s'est terminée sur la nécessité d'avoir un parti représentant les travailleurs. S'agira-t-il d'un parti marxiste-léniniste "classique", du R.I.N. épuré et renouvelé, d'un parti de travailleurs "large" avec direction marxiste, de cercles marxistes ou caucus opérant dans un front national ? L'avenir nous le dira. Chose certaine, ce parti ou cette organisation favorisera, cela est essentiel, une participation active des travailleurs.



gilles dostaler

la CSN: structure et stratégie

le départ de robert sauvé

Pas de Congrès cette année. Pas de fracassantes déclarations de principe, dont on aimerait savoir quelle réalité elles recouvrent. Faire le procès de la société actuelle, c'est une chose. Pépin l'avait magistralement esquissé dans son rapport au dernier congrès de la CSN, en octobre '66. Proposer des solutions en est une autre. Du moins les voies à suivre pour transformer cette société. Et surtout, puisqu'il s'agit de syndicats, élucider le rôle du syndicalisme dans la révolution. Puisqu'il s'agit bien de révolution. A ceux qui en douteraient, relire attentivement le rapport Pépin de 1966 et celui de Laberge au dernier congrès de la FTQ. Mais Laberge se contente de souhaiter pieusement l'union des "gauches". Du côté de la CSN, ni souhaits ni voeux mais plutôt des heurts qui prouvent peut-être qu'elle est rendue plus loin sur la voie d'une prise de conscience du syndicalisme, prise de conscience qui apparaît inévitable du moment que le syndicalisme prétend viser plus qu'un simple partage du gâteau, c'est-à-dire du profit de l'entreprise privée.

Du côté de la CSN, donc, des heurts brutals. A l'extérieur d'abord. Une grève ("non-civilisée". dirait Laberge), avec laquelle la CSN affirme plus brutalement que jamais sa présence. Et plus violemment encore l'Establishment que la CSN met en cause. Pépin est un monstre, la CSN un gros machin qui se prend pour le gouvernement. Les pauvres chauffeurs d'autobus, des travailleurs leurrés par des organisateurs sans scrupules. Il est temps de remettre de l'ordre dans tout cela. Le public est las. Le gouvernment frappe. Echec? L'avenir le dira. Peut-être un autre pas important, une autre étape, après le Bill 25, dans le combat que livrent maintenant directement contre le valet des monopoles les travailleurs Québécois? Car il se passe ceci maintenant avec la CSN qu'elle représente plus de 90,000 (50% de ses effectifs totaux) travailleurs employés directement par le gouvernement. Etape que les journaux n'ont pas soulignée. Etape que le citoyen n'a pas perçue. Pépin était, depuis son rapport au dernier congrès l'homme à abattre.

"C'est l'Etat, assisté des corps intermédiaires et recevant ses grandes orientations de

la population qui aura voté pour des choix plutôt que d'autres, qui doit commander les grandes décisions économiques, et la grande entreprise, quel que soit son statut, doit être au service de la collectivité. L'économie doit à tout prix progresser vers sa démocratisation."

Rapport Pépin

Voilà ce qu'il ne fallait pas dire. On a donc presque réussi à l'abattre. Pépin mal vu du public. Les éditorialistes annoncent son waterloo. En même temps, les heurts à l'intérieur. La démission de Robert Sauvé, qui arrive à point pour nourrir les éditorialistes. Ils avaient donc raison? Il n'existe donc pas de véritable démocratie dans cette boutique, au dire même du démissionnaire, qui était le mieux placé pour savoir (la tyrannie du monstre Pépin, sans doute, et de ceux qui trompent les chauffeurs d'autobus). Sauvé démissionne. Il y a crise à la CSN. On parle de conflit au sujet des structures de la Confédération. Un projet de Sauvé n'aurait pas été accepté. Et puis on parle de conflit de personnalités. Tout cela est vague, et obscurci davantage dans le texte du démissionnaire. Il y a trop de personnalités autour de Pépin. Pas de démocratie véritable dans le mouvement. Les décisions sont prises sans consulter les membres. Il faut que la CSN fasse son procès. Des accusations vagues, à demi voilées. Beaucoup de points d'interrogations. Bref le témoin n'y comprend rien, puisque rien n'est précisé quant aux défauts de la CSN et aux remèdes à y apporter. Un texte, donc, fait pour le public. Et qui soulève à l'intérieur de la CSN des réactions brutales. On en vient à mettre en doute l'honnêteté de son auteur, qui aurait pu se contenter de partir sans ce fatras obscur. Mais qu'en est-il de ces structures désuètes, et sont-elles vraiment désuètes?

structures de la CSN

Comité Exécutif. Bureau Confédéral. Conseils centraux. Bureaux régionaux. Fédérations. Telles se nomment les principales structures de la Confédération des Syndicats Nationaux. Edifice fortement hiérarchisé. D'une part très centralisé, comparativement aux centrales de type américain. Laissant d'autre part une large marge d'autonomie aux locaux: syndicats, fédérations et conseils centraux. Et structures dans lesquelles à la limite le simple membre a peu à dire. Structure qui respire encore ses origines cléricales. Car la CTCC, en 1920, c'était une union de syndicats créée en réaction contre le syndicalisme américain qui avait le contrôle de la principale centrale canadienne. Une union de syndicats clairement définie sur le plan idéologique, ce qui était nouveau en Amérique du Nord.

"... une chose semblait désormais acquise en 1915: l'idée d'un mouvement syndical vraiment canadien, adversaire irréductible de l'internationalisme et respectueux du caractère bi-culturel du Canada... ne demandait qu'à se concrétiser... Le 5 mars 1918 marque le point de départ... d'un mouvement syndical nettement idéologique en l'occurence catholique."

Cela les syndicats américains refusent de la considérer. Ce sont d'immenses compagnies d'assurances. Hoffa, qui médite aujourd'hui en prison, l'avait merveilleusement compris. "Let us be bigger than the boss", en employant les mêmes méthodes que lui. Il était très efficace. Ses syndiqués avaient de gros salaires. Lui-même se faisait vivre grassement.

"Le syndicalisme, dit Marcel Pépin, c'est le peuple organisé". Le syndicalisme peut et doit être plus que ce qu'il a été en Amérique du Nord. Il demeure, la seule force, au Québec comme ailleurs en Amérique, qui représente vraiment une partie des travailleurs, donc la seule force de résistance au capital monopolistique dont l'Etat est le valet, s'il ne devient pas lui-même monopole bâti à l'image des monopoles capitalistes. Mais jusqu'à maintenant, il s'est contenté d'endiguer l'aliénation et l'exploitation des travailleurs, sans vraiment mettre en cause cette exploitation. Syndicalisme pratique, quotidien, qui arrache les miettes aux patrons. Il a plus à faire. Il a à mettre en cause un système.

"... le syndicalisme doit porter le combat démocratique aussi loin qu'il se peut. Or,

on s'aperçoit que ces limites, qu'on fait à peu près coïncider avec celles de l'ordre établi, en Amérique, sont au contraire si reculées qu'elles permettent la remise en question de l'organisation économico-sociale entière"

P. Vadeboncoeur, Socialisme '67, no 11, p. 45

Cela, la CSN l'a du moins exprimé à son congrès de 1966. Le rapport Pépin ne laisse aucun doute sur les objectifs économiques et sociaux pour lesquels la CSN entend lutter. Plus encore, le projet de création de comités d'action politique, dont le but est de politiser des travailleurs, de leur faire prendre conscience de leur aliénation dans l'entreprise capitaliste, d'en faire des citoyens qui pourront se réclamer d'avoir voix au chapitre. Puis il y a eu des combats, et des défaites. Les comités d'action politique se sont mis en branle, au moment où il devenait clair que l'information était au service de l'ordre établi, et que cet ordre avait intérêt à abattre la CSN.

Car la CSN est puissante, plus que n'importe laquelle centrale. Elle est puissante parce que ses structures répondent à un milieu. Les fédérations de type américain regroupent des fédérations qui luttent au niveau des métiers, et des unions qui négocient au niveau des industries; ces dernières prenant de l'importance à mesure que les industries se concentrent et étendent leurs ramifications partout en Amérique du Nord. On aura donc la même union pour défendre les employés de la General Motors au Canada que partout aux Etats-Unis. Les fédérations existent à la CSN, mais elles sont recoupées par ces conseils centraux et régionaux qui représentent une forme originale d'association des travailleurs par milieu.

"Qu'est-ce, pour nous, qu'un conseil central? C'est ici, encore, une collectivité, une collectivité populaire, et qui est dans la situation voulue pour agir dans un esprit politique, comme un rassemblement du peuple"

Pierre Vadeboncoeur, Socialisme '67, no 11, p. 42

C'est à ce niveau que le syndicat peut devenir une force de pression sociale et politique, qu'il peut s'identifier à la cause de tous les travailleurs dans une région donnée. Que l'on relise, dans les règlements, le rôle dévolu aux conseils centraux. C'est à partir des conseils centraux et régionaux que sont créés les comités d'action politique.

D'autre part, la structure de la CSN est beaucoup plus centralisée que celle des centrales américaines. Chaque fédération d'une centrale américaine est absolument autonome dans ses activités, elle ne peut faire appel aux services de la centrale, qui d'ailleurs en a très peu à offrir. Alors que la CSN a des permanents à son service qui peuvent être envoyés à n'importe quel syndicat, de même qu'un permanent d'une fédération peut être prêté à une autre fédération. Les combats de la CSN peuvent donc se dérouler de façon très concentrée. La CSN peut lancer tous ses effectifs dans un combat donné, et écraser de la sorte n'importe lequel petit entrepreneur. De même qu'elle peut, comme elle l'a fait en partie, comme elle pourrait le faire plus brutalement, concentrer son tir sur le gouvernement. A la limite, la CSN pourrait renverser un gouvernement en peu de temps. Cela on l'imagine. On le craignait au moment où le Bill 1 allait passer. Mais la situation n'était pas mûre. L'Establishment, par la voix de ses éditorialistes, avaient dressé les travailleurs contre les travailleurs et faussé le problème.

Cette force dangereuse, il s'agit dès lors de la contrôler. Et pourquoi pas la mater à l'échelle de l'Etat, de même qu'on l'a matée à l'échelle des monopoles aux Etats-Unis, en s'en faisant une alliée fidèle. Nos technocrates de tout acabit, fédéralistes ou souverainistes, rêvent sans doute d'un Etat qui aurait remplacé les monopoles au Québec, qui en serait un lui-même avec les mêms caractéristiques, avec à son emploi une classe laborieuse docile représentée par un immense syndicat bureaucratique, espèce de compagnie d'assurance pour travailleurs.

Pour ce faire, il suffit de pousser à bout une centralisation qui fait l'originalité de la CSN. Tel semble être le but ultime de la réforme proposée par Sauvé. Le syndicalisme au Québec prenant la relève du syndicalisme US, plus proprement,

de façon plus grandiose encore, dans un Etat peut-être même souverain. Aboutissement d'un rêve d'efficacité et d'ordre. Mais c'est un tel rêve qui a mené les syndicats US au sommeil éternel.

> "L'idéal de l'efficacité pratique l'aura conduit à l'inefficacité pratique, bien plus sûrement, certes, qu'une ambition plus large et peut-être plus contestable aux yeux des gens d'esprit pratique"
> P. Vadeboncoeur, Socialisme '67, no 11, p. 37

On imagine cette nouvelle confédération dans laquelle les structures intermédiaires on perdu toute autonomie, quand on sait que les syndiqués, à la base, ont déjà beaucoup de difficultés à s'adapter aux conseillers qui sont pour la plupart des universitaires, et dont l'effectif varie constamment.

Relevant des "bureaux confédéraux régionaux", les comités d'action n'auraient eu, dans le projet de Robert Sauvé, qu'une efficacité minime. Quoique Sauvé se soit toujours défendu de critiquer leur action, se contentant de contester les sommes dépensées pour la propagande et l'information comparativement à celles dévolues à l'éducation. Or l'éducation, telle que pratiquée depuis quelques années (dans le cadre de l'animation) ce n'est rien d'autre que d'enseigner les mécanismes du statu quo. Mais bien plus importante est la séparation opérée entre le domaine des comités d'action politique et celui de la négociation. Il s'agit en fait d'opérer définitivement la séparation entre les problèmes économiques (i.e. insuffisance des salaires) et les problèmes politiques, ces derniers relégués aux oubliettes. Tout cela est fort bizarre, avec en plus les déclarations de Sauvé à l'effet que les syndiqués sont peut-être les meilleurs vivants de la ne disent pas mieux. Cohérence, concordance, ou pur hasard? Seule Evelyn le sait ! ! !

l'action politique

A son congrès, en 1962, la CSN passait une résolution soulignant la nécessité du recours à l'action politique pour enrichir et élargir la conscience de la lutte revendicative. Le congrès de la CSN, en 1966, décrétait la formation par les Conseils Centraux, de comité d'actions politique. Le Bureau Confédéral du 16-17 décembre '66 adoptait parmi les objectifs généraux "par tous les moyens démocratiques, concernant l'action politique:

4) "Penser en fonction des besoins, des aspirations et de l'intérêt des classes laborieuses, tous les instruments qui leur permettront d'accéder, en pratique, au statut de citoyens libres et égaux, et de participer pleinement aux fruits de leur labeur et de l'activité sociale et économique"

6) "Renseigner les salariés sur l'origine, les formes, la nature, et les conséquences du pouvoir économique et politique sous lequel nous vivons. Chercher à améliorer les moyens de communication entre salariés en suscitant la création d'organes d'information et de formation populaire"

Cela, aussi, ne laisse pas d'équivoque. Les comités d'action politique se sont donc mis en branle. Il y avait des situations urgentes. Le Bill 25. Le Bill 1. Certains groupes de travailleurs brutalement réveillés à la politique. Qui se sont rendus compte du fait que l'adversaire était jusque sur la colline parlementaire, qu'il n'y avait pas d'allié par là. Mais le travail d'information à faire est énorme, à l'intérieur même des syndicats d'abord, dans le public ensuite. Puisqu'on ne peut compter sur Le Devoir ou La Presse.

C'est cela que les comités d'action politique de la CSN commencent à faire. Créer, chez les travailleurs, une solidarité consciente, leur faire voir que leur problème n'en est pas seulement un de salaire, fondamentalement. Qu'il se trouve dans la condition même du travail, et plus particulièrement ici au Québec.

Cet effort, il se fait à Montréal au niveau des quartiers, où l'on regroupe les syndiqués de la CSN pour entreprendre l'information. Débuts seulement. Prometteurs. Trop peu de monde encore. Un seul permanent attaché à temps plein à cette activité.

P. Laberge, "Un historique de la CSN à ses débuts" dans Le Travail. août 1967, p. 9

En fait, il s'agissait là comme aux USA de protéger l'ordre établi. Et la CTCC allait bien s'acquitter de ce rôle, jusqu'à devenir l'enfant chéri de Duplessis, avant que la grève insurrectionnelle de l'amiante, et l'accession au poste de directeur de Picard, ne modifient radicalement le visage de la CTCC, faisant naître la CSN. Dès lors, la CSN allait connaître un accroissement spectaculaire, tel qu'aucune autre centrale en Amérique du Nord n'en a connue. La syndicalisation dans la fonction publique allait marquer une seconde naissance, et orienter plus définitivement l'action de la CSN, dont les effectifs totaux sont aujourd'hui près de deux fois et demie ce qu'ils étaient en 1959.

> "Ce que depuis une trentaine d'années, et jusqu'à tout récemment, l'on convenait d'appeler les "syndicats catholiques" (La CSN aujourd'hui), n'étaient en réalité que des syndicats de boutiques, créés et mis au monde par quelques pasteurs dans le but exprès de mettre notre brave "petit peuple" à l'abri de la lutte des classes."
> Jacques-Victor Morin, Parti Pris, Vol. 2 No 6, p. 7

C'est autour des Conseils Centraux que s'est d'abord axée la Confédération. Le premier "Conseil Central des Syndicats Nationaux" est créé à Québec, en 1918, pour regrouper les syndicats qui se sont désaffiliés des unions internationales ou de la seule centrale purement canadienne, alors moribonde. Le Conseil Central est situé théoriquement au niveau de chaque diocèse. Aujourd'hui, les conseils centraux ou régionaux regroupent les syndicats d'une ville ou d'un territoire donné. L'affiliation d'un syndicat à un conseil central ou régional est obligatoire. On lit à l'article 4 des règlements de la CSN que le rôle des conseils est:

> "(a) d'agir comme représentant de leurs membres sur le plan municipal, scolaire et sur le plan des organismes publics de leur juridiction
> (b) d'agir comme représentant de leurs membres auprès de la CSN, en lui soumettant toutes les questions d'intérêt général
> (c) de s'occuper de l'expansion syndicale dans les limites de leur juridiction en collaborant étroitement avec le bureau régional de la CSN
> (d) de s'occuper de l'éducation de leurs membres en collaborant aussi avec le service d'éducation de la CSN"

Le Conseil central prélève une taxe sur ses affiliés. Il y a trois types de permanents à la CSN. Les responsables, élus en Congrès (Postes de président, vice-président, secrétaire, trésorier et directeurs), issus de syndicats dont ils sont membres. Les conseillers techniques, dont près de la moitiée, à la CSN, sont des universitaires, en général jeunes. Eux, et les représentants, sont les conseillers consultés pour la négociation et l'application des conventions collectives. Ils ont en moyenne 5½ ans de service.

La fédération, qui regroupe les syndicats sur une base professionnelle et industrielle, est le second élément essentiel dans la structure actuelle de la CSN. Cette union, sur le modèle des fédérations américaines, n'avait que peu d'importance jusqu'en 1940. Elle a depuis lors lentement pris le pas sur les conseils centraux. Tout syndicat doit être affilié à une fédération, qui prélève des taxes per capita et utilise des permanents syndicaux. Son rôle est défini dans l'article 2 des règlements de la CSN, adoptés au congrès de 1966:

> "Plus précisément, le rôle des fédérations doit être
> (a) de prendre les décisions à caractère professionnel
> (b) d'agir comme représentant de leurs membres auprès de la CSN en lui soumettant toutes les questions d'intérêt général
> (c) d'assurer à leurs syndicats affiliés les services dont ils peuvent avoir besoin notamment en matière de négociation et d'application de convention collective
> (d) de prélever une taxe "per capita" en vue d'assurer les services de leurs affiliés.
> (e) d'exercer une fonction de représenta-

tion, de concert avec la CSN, auprès des organismes gouvernementaux compétents en relation avec leurs problèmes professionnels"

On voit, depuis l'ascension récente de la fédération des services (hospitaliers), et de celle du Syndicat des Fonctionnaires de la Province de Québec mise à part la puissante fédération de la Métallurgie, le rôle essentiel que les fédérations jouent dans la CSN.

Enfin, les bureaux régionaux, créés en 1961, assurent des services habituellement dévolus au Conseil Central: organisation, éducation et éventuels services techniques. Sous la juridiction d'un directeur régional, ses permanents sont nommés directement par le Comité Exécutif de la CSN. Il existe actuellement neuf bureaux régionaux.

Ces organismes se trouvent regroupés au sein de la Confédération proprement dite, qui, sur le modèle des Fédérations et Conseils Centraux, perçoit une taxe sur ses affiliés et emploie des permanents syndicaux. Elle comprend un Comité Exécutif élu au Congrès de la CSN, qui a lieu à tous les deux ans depuis 1962, et un Bureau Confédéral. Le Bureau Confédéral, comprenant les membres du Comité exécutif et des directeurs de chaque fédération et de chaque conseil central ou régional, est l'organisme suprême de la CSN entre les Congrès. (Statuts de la CSN, articles 30, 31, 32, 33).

Le Comité Exécutif comprend le Président, le Secrétaire général (dont le rôle, par opposition à celui du Président, pourrait être considéré comme "intérieur". Il a juridiction sur le personnel permanent), le Trésorier et huit vice-présidents (Statuts de la CSN, art. 28). L'Exécutif ne pouvant se réunir continuellement, il existe à l'intérieur de l'exécutif un comité de régie.

> "Le Comité exécutif a tout d'abord les pouvoirs prévus expressément par les statuts et règlements; et il exécute les décisions qui lui sont confiées par le Bureau confédéral ou le Congrès . . ."
>
> (Statuts de la CSN, art. 29)

Telles sont, brièvement décrites, les structures de la CSN, qui en font une centrale syndicale unique en Amérique du Nord. Ces structures, il est question de les modifier. Dès le Congrès de 1964, Jean Marchand, alors président de la CSN, proposait des projets de réformes qui visaient à centraliser au maximum les structures de la Confédération. Robert Sauvé, qui ressemble à son fils spirituel, les reprenait à son compte. Le congrès de 1966 était axé sur l'orientation politique de la centrale. L'étude des structures fut renvoyée à un comité de l'exécutif dont Robert Sauvé faisait partie. Le rapport de ce Comité fut soumis à l'Exécutif en septembre et rejeté sur division. Il propose que les fédérations n'aient plus le droit de taxer leurs membres, et n'emploient plus de permanents. Les Conseils centraux sont abolis, et remplacés par des "Bureaux confédéraux régionaux", auxquels les syndicats délèguent des organisateurs pour discuter des problèmes régionaux. Ces bureaux n'ont ni pouvoir de taxation ni permanents. Bref, toute autonomie financière ou administrative est enlevée aux regroupements régionaux ou professionnels. D'autre part, tous les permanents sont rattachés directement au Secrétaire général. Par tradition, le président a une autorité directe sur tous. Cette autorité disparaîtrait de droit, sauf sur deux ou trois adjoints au Président, qui aurait essentiellement un rôle de relations extérieures.

la CSN, un pouvoir original

> "Des syndicats libres et autonomes, des conseils centraux libres libres et autonomes, des fédérations libres et autonomes, chacun de ses corps libres et autonomes maître de ses propres finances, un personnel permanent qui ne relève pas entièrement de la seule centrale mais qui relève, pour un certain nombre, des divers corps affiliés, telles sont à mon avis quelques-unes des conditions sine qua non qui doivent continuer de garantir un mouvement syndical démocratique, non bureaucratique, non écrasé par l'appareil directeur", en deux mots: libre et fécond"

Raymond Parent, allocution prononcée à l'occasion du 20è anniversaire du Syndicat des Travailleurs de l'Industrie du Fibre et du Cuir de Chambly Inc. — 13 décembre, 1967

Ce texte du nouveau secrétaire général de la Confédération des Syndicats Nationaux met en lumière le conflit sur les structures de la CSN. et le replace dans son vrai contexte.

Puisqu'il s'agit, au fond, de l'orientation même du mouvement syndical au Québec, et particulièrement du rôle que la CSN a à jouer dans l'évolution du Québec. Et la CSN, par ces structures, se trouve dans une situation privilégiée ici. A l'instar des fédérations américaines, elle est construite de façon à pouvoir devenir le porte-parole de la classe des travailleurs au Québec.

Le syndicalisme américain, c'est devenu un lieu commun de le dire est une force de revendication éminemment conservatrice. Lors même que des associations d'hommes d'affaires américains ou d'avocats se prononcent contre la guerre au Vietnam, on voit la AFL*CIO, la plus grande centrale syndicale américaine, représentant quatorze millions de travailleurs, se prononcer en faveur d'une escalade de la guerre du Vietnam. Il faut se demander pourquoi. La réponse est simple. Les syndicats US ont choisi de partager le gteau des profits des monopoles américains. Donc ils ont avantage à ce que se poursuivre une guerre qui rapporte de substantiels profits à certains monopoles US. Plus profondément, ils ont intérêts à ce que se perpétue un système dont ils partagent les fruits, au détriment, là comme ailleurs, de la majorité des travailleurs qui ne sont pas syndiqués, et du quart de la population qui vit dans la pauvreté.

syndicalisme et révolution

Les problèmes ne sont pas pour autant résolus. Et le départ de Robert Sauvé, et la faillite tmporaire de son projet, en posent plus qu'ils n'en solutionnent. Puisque si l'on a évité à la CSN de devenir une machine bureaucratique, on n'a pas réglé pour autant le problème de son insertion dans le phénomène de la révolution québécoise.

Car c'est Robert Sauvé qui a e uraison. Les comités d'action politique, et la négociation, ce sont deux choses. Les premiers peuvent préparer un terrain tout au plus. Mais un terrain pour quoi? Et d'abord, ce terrain, il pourrait être préparé par un parti politique. Les comités de la CSN ressemblent étrangement aux cellules d'un parti de masse, avec les avantages et les inconvénients que cela comporte. Pourrait-on imaginer que ces comités se transforment en parti, ou qu'un parti se les assimile. Un parti que, tacitement, la centrale appuierait. Mais il est dit à l'article 26 des statuts de la CSN:

> "La CSN est une centrale syndicale indépendante de tous les partis politiques et il lui est interdit de s'affilier à aucun d'eux"

...

Toutefois, l'assemblée demeure souveraine et peut modifier la constitution comme bon lui semble. Mais le problème du Rôle politique du syndicalisme demeure entier. Et la discussion de ce rôle dépasse les cadres de cet article. Demeure entier le problème formulé au début. La distance entre les déclarations du président de la FTQ et le rôle actif que sa centrale pourra jouer dans le processus de révolution au Québec. Pour la CSN comme pour la FTQ.

Une chose demeure certaine. Dans le domaine même de la négociation, la CSN devra modifier radicalement sa stratégie. Cela aussi, on l'admet et on a aucune solution à proposer. On frappe à l'aveuglette. On se fait cogner dessus. On rechigne. C'est tout. Mais jusque dans le domaine de la revendication salariale, on vient de se heurter à un mur. Le gouvernement-employeur, qui ne peut monter les salaires qu'en augmentant les taxes, dit-il. Des Bill, donc, jusqu'à ce que les syndicats aient droit de regard dans l'élaboration des politiques salariales. Le même problème fondamentalement que dans l'entreprise privée, avec en plus le chantage à la population. Cul-de-Sac. Réformes de structures, peut-être. Tout reste à faire, et d'ici là, la CSN demeure vulnérable.

g.d.



charles gagnon

POURQUOI LA RÉVOLUTION?

L'idée de révolution "a pris de l'âge dans le pays où elle est née: elle y est déjà marquée par les signes de la décrépitude." (1) "Le pays où elle est née" cette fâcheuse idée, c'est bien sûr la France . . . puisque c'est un Français qui écrit. Mais peu importe son lieu de naissance; aujourd'hui ce qui me préoccupe c'est qu'elle est en train de mourir; ou plutôt, comme toujours dans le passé, c'est que des hommes essaient de la tuer au nom du réalisme, c'est-à-dire du "monde tel qu'il est". Et comment est-il justement le monde? Quand Monsieur Aron de la Sorbonne aura répondu à cette question, il pourra s'en poser une autre: convient-il de laisser "le monde tel qu'il est"? — Disons pour ceux que cela pourrait agacer, que tout en m'attaquant aux idées de R. Aron, je vise en fait tous "ceux qui pensent comme lui" ou encore tous ceux qui pensant différemment ou ne pensant pas du tout, au cas où cela se produise, agissent comme s'ils pensaient à la façon de Aron. Mon opinion est que la France compte plusieurs hommes de cette facture, souvent ils se disent de gauche et cela n'est pas sans perturber dangereusement bien des esprits québécois, dits ou soi-disant de gauche. La gauche française donc, et ses agissements m'intéressent à plus d'un titre.

Qu'on soit de gauche ou de droite ou encore "au plafond" — c'est là que M. Aron prétendait "siéger" quand il commença son enseignement à la Sorbonne en 1955-56, l'histoire au conditionnel est sans intérêt. "Les grandes révolutions sont parfois inévitables, toujours coûteuses et, après coup, elles suggèrent une interrogation rétrospective et **vaine**: les bienfaits de la Révolution n'auraient-ils pu être acquis à un moindre prix? **Ce calcul, bourgeois ou raisonnable, est en train de refouler le rêve utopiste et d'affaiblir l'ambition prométhéenne.**" (2) L'histoire au conditionnel, c'est la crise de conscience, le sentiment de culpabilité de "la grande agnostique", agnostique si on fait abstraction de sa foi, exclusive dans la raison — remarquer au passage son vocabulaire: calcul, raisonnable, rationalité économique, etc. L'histoire au conditionnel pourrait éventuellement servir à étudier l'aliénation particulière de cette gauche, pour autant qu'elle continue de l'écrire: pour la gauche qui a toujours

foi dans les hommes et en l'avenir, l'histoire à l'indicatif et surtout le présent, la situation actuelle, "le monde tel qu'il est" ont la première importance. Reste malheureusement que la gauche repentante fait partie de ce présent et qu'on ne peut l'ignorer.

Je pense que ce qui divise surtout la "gauche honteuse d'elle-même", dont la gauche française "officielle" — je me demande s'il en est une autre — et la gauche militante, idéaliste et "utopiste", dirait M. Aron, c'est la vision que chacune a de la situation actuelle, et cela inclut les "leçons" que l'un et l'autre camp tirent du passé, de l'histoire. La gauche honteuse, qui a lu Aron et Schumpeter sans doute, est fascinée par les succès de la société industrielle et elle ne peut concevoir un avenir qui ne passe par le même chemin que celui de la société américaine ou de la société soviétique. Un certain marxisme cautionne d'ailleurs ce point de vue: le progrès réside dans le développement de la productivité, donc dans l'industrialisation. C'est alors qu'arrive l'angoissante question: pourquoi les révolutions quand des résultats comparables sont obtenus dans certains cas sans révolution? Autrement dit, pourquoi la Révolution d'octobre, pourquoi les purges staliniennes, pourquoi la Révolution culturelle, pourquoi les guérillas en Amérique latine? De toute façon, la Russie soviétique, en a fait la preuve, le résultat sera le même: le progrès passera par l'industrialisation et l'industrialisation n'a pas besoin de la révolution, l'industrialisation est indépendante ou presque du capitalisme et du socialisme, etc.

●

Que des Américains et des Européens et même des Russes parlent ainsi, cela n'a rien d'étonnant: ces hommes vivent dans le mirage des bienfaits de la société industrielle. Ils sont convaincus ou bien qu'ils vivent dans la meilleure société possible actuellement ou bien qu'ils sont sur le point de déboucher sur une situation aussi rassurante. Les Européens, même de gauche, se sentent relativement à l'aise sous l'aile maternelle de Washington ou celle de Moscou ou encore, c'est de plus en plus le cas, sous les deux à la fois. On comprend dès lors la colère de la gauche militante à l'égard de l'U.R.S.S. dont le comportement, sans grands rapports avec les prétentions, est devenu une source de confusion et d'avachissement, disons-le, pour ceux — et ils sont plus nombreux qu'on ne le pense — qui ne font pas la différence entre le projet socialiste et communiste de Marx et l'état présent de la société soviétique, exactement comme ceux qui condamnent du même souffle la Curie romaine et la Bible! Ces hommes n'ont aucun sens de l'histoire, de l'étude **concrète** de l'histoire: ce sont des rationalistes du type de M. Aron. Le fait est que la Bible a un tout autre sens pour le prêtre-ouvrier que le cardinal-gérant de la Banque du Vatican. Le marxisme a un tout autre sens pour M. Aron que pour Fidel Castro. Dans l'étude des sociétés, le "marxisme abstrait" n'a pas une si grande importance; il devient dangereux quand cette étude est orientée vers l'établissement d'un projet d'action politique. L'euphorie de la société industrielle est telle que ceux qui ne voient que par elle ne peuvent imaginer l'avenir sans elle.

●

Mais justement la société industrielle est-elle si merveilleuse? Qu'elle est-elle au juste cette société? La société industrielle est-ce bien seulement l'Amérique du Nord, l'U.R.S.S. et, à un stade moins avancé, l'Europe et certains petits ilôts perdus ici et là à l'intérieur des sociétés qu'on appelle sous-développées? M. Aron et ses pareils répondent oui. Ils ont tort. Il est un phénomène contemporain, et relativement récent, essentiel à la compréhension de la situation dans laquelle nous nous trouvons tous, tous les hommes sauf peut-être quelques groupes numériquement négligeables: c'est l'interdépendance d'à peu près toutes les économies, toutes les sociétés. Il est devenu impossible de parler de la société américaine (ou soviétique) sans tenir compte de sa dépendance à l'égard des autres sociétés et en même temps de son poids sur ces mêmes sociétés. Ainsi, parler de la croissance économique des U.S.A. ou de l'U.R.S.S. sans tenir compte de la stagnation ou du recul de l'Inde ou du Québec, c'est laisser de côté une partie essentielle de la

question, c'est piper les dés. Tous les tenants de l'évolution "naturelle" du capitalisme vers le socialisme et du retour du socialisme à un certain capitalisme, tombent dans ce piège facile. Ils se refusent à tenir compte d'une évidence pourtant criante: la croissance des sociétés industrielles dépend en bonne partie, et de façon progressive, du "retard" des sociétés sous-développées. Plus précisément, la croissance des sociétés industrielles exige de plus en plus que le "développement" des autres sociétés suivent une voie bien particulière imposée bien sûr par les sociétés industrielles. Autrement dit, la croissance des unes se fait au prix de la non-croissance et même de la régression relative des autres.

●

Il est renversant de constater que des hommes soi-disant de science puissent rédiger des traités ou des "leçons" sur la société capitaliste — j'inclus dans cette expression le "capitalisme d'Etat" et bureaucratique de l'U.R.S.S. — sans tenir compte de deux facteurs aussi importants en économie que les sources de matières premières et les marchés aussi bien de la main-d'oeuvre que des biens produits. Or, tout le monde est pourtant d'accord, les sociétés industrielles sont d'abord des sociétés de production, de transformation. Pour ce faire, elles possèdent et le capital et les techniques: bien sûr, elles ont aussi les banquiers, les administrateurs et les techniciens. Il importe peu, d'autre part, où se trouvent situées leurs unités de production; que ce soit en U.R.S.S. ou aux U.S.A. mêmes, ou encore au Québec, au Vénézuéla, en France ou au Ghana. Face à cette organisation impérialiste de la production qui est entre les mains de deux grands pays, le reste de l'univers représente un énorme réservoir de richesses naturelles, de matières premières et de main-d'oeuvre et un vaste marché de consommateurs; ajoutons, pour être plus complet, que la société industrielle moderne comporte aussi un secteur des services plus ou moins développé selon les pays. Parler de la société industrielle, c'est donc aujourd'hui parler de l'univers et non pas seulement de l'U.R.S.S., des U.S.A. et, à un moindre degré de développement, de l'Europe. La société industrielle moderne, c'est la société internationale. C'est pourquoi on ne peut parler du développement des régions pauvres du globe, de la libération des collectivités dominées, sans parler aussi, sans parler **par le fait même** de la révolution. En d'autres termes, il ne me semble pas qu'en même temps l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine puissent atteindre le même degré de développement et le même taux de croissance économique que ceux de l'U.R.S.S. et des U.S.A. sans que ces deux "super-pays" n'en subissent des contre-coups énormes. Le problème des pays sous-développés, c'est le problème de la redistribution des richesses à l'échelle du monde. Ne nous voilons plus le visage: les voyages interplanétaires des Russes et des Américains se font au prix de la famine en Inde, comme la guerre du Vietnam se fait au prix des ghettos noirs de Chicago, Los Angeles et New York. Et il ne semble pas que les discours, les appels, les prières d'où qu'elles viennent puissent convaincre Russes ou Américains de modifier leur attitude et leur comportement à cet égard. D'ailleurs, les uns et les autres sont victimes des lois de l'économie. Et M. Aron aussi! Pour la première fois dans l'histoire connue, l'économie est intégrée à l'échelle de la terre . . . et il ne semble pas que cela suffise pour rétablir l'équilibre.

●

Car il y a bien déséquilibre. En plus des déséquilibres les plus fréquemment notés, par exemple la grande diversité des niveaux de vie d'une région du globe à l'autre ou celle des degrés de scolarisation, il y a de nombreuses sources de tension, même d'agitation sociale autant dans les régions riches que dans les régions pauvres. Cette tension et cette agitation prennent les formes les plus variées et touchent à peu près tous les milieux, à l'exception peut-être de l'establishment, de la classe dirigeante. Parfois, elles sont cristalisées autour d'un même objectif à l'échelle du monde entier: c'est le cas présentement avec la guerre du Vietnam qui fait ressortir le caractère odieux de l'impérialisme américain et aussi la tenacité d'un petit peuple décidé à vivre sans maître étranger quel qu'il soit.

Ce qui nous amène à aborder une deuxième différence fondamentale entre la façon de voir des réactionnaires — peu importe qu'ils travaillent au **Nouvel Observateur,** à **l'Express** ou au **Time Magazine,** manichéen, je n'en suis pas à une nuance près! — et celle des militants de la gauche. Ces derniers sont sans doute les moins matérialistes de tous parce qu'ils pensent que les hommes ont leur mot à dire dans l'organisation future de la société, bien plus, ils considèrent de leur devoir de bâtir cet avenir à l'image de leurs aspirations les plus profondes. C'est ainsi que la "gauche honteuse" les déclare coupable d'utopisme; mais, pour s'en tenir au seul XIXe siècle, ce n'est peut-être pas par hasard que les saint-simoniens soient apparue avant les marxistes . . . Ici encore, une certaine sclérose de l'esprit concourt à fausser singulièrement la réalité en faisant confondre les militants de la gauche qui s'inspirent méthodologiquement du matérialisme dialectique avec une vague catégorie de personnes dont les ambitions les plus ancrées s'expriment en termes de dollars. Comme quoi il y a encore des gens qui accordent plus d'importance aux mots qu'aux phrases et aux paragraphes, tout comme il y en a qui accordent plus d'importance aux faits isolés qu'aux ensembles cohérents et significatifs. Il y a des ouvrages qui datent d'un demi-siècle et même de trois-quarts de siècle qu'on devrait relire souvent, ceux incidemment de Georg Lukàcs et de Ferdinand de Saussure, entre autres . . .

●

La gauche militante entend donc transformer le monde, le rendre habitable, pour la seule et suffisante raison qu'elle le considère inhabitable. La gauche militante n'escompte pas "avoir raison" dans les chaires de la Sorbonne ou dans les salons de Mont-Royal; elle aura raison quand son projet sera en voie de réalisation, quand elle aura brisé les forces de la réaction. Si, entretemps, elle continue de parler, de se défendre ou d'attaquer par la parole, c'est tout simplement qu'elle croit exprimer ce que beaucoup de "silencieux" pensent ou ressentent, c'est aussi que la parole est pour elle une forme de lutte qui lui permet de se mieux connaître, de se retrouver, de préciser ses objectifs, d'établir sa stratégie. Il n'est donc pas question pour la gauche militante de nier que son projet révolutionnaire se nourrisse à la source d'un grand idéal de rénovation de la société, pas plus qu'elle ne songe à prétendre que cet idéal lui vienne du ciel: il est tout simplement né de la révolte provoquée par le sort réservé actuellement à des millions d'hommes, il est simplement né des rêves que suscite sans les satisfaire l'état de notre monde.

●

Il n'en reste pas moins que le "projet révolutionnaire" n'est pas utopique: il repose de plus en plus sur une analyse véritablement scientifique de la réalité et il est soucieux de se donner des moyens, une stratégie bien articulée sur cette réalité actuelle et la plus susceptible de conduire aux résultats recherchés.

Contrairement à ce qu'on pense généralement (3), les militants de la gauche ne sont pas des activites ni des "amateurs de la violence". Idéalistes, accusés d'être des utopistes, ils considèrent être les seuls à adopter une attitude et un comportement cohérent par rapport aux deux extrêmes qui les intéressent seuls, le but qu'ils poursuivent, c'est-à-dire la libération matérielle et spirituelle (fâcheuses catégories! mais j'imagine qu'on me comprendra) des travailleurs, et la situation dans laquelle ils se trouvent, c'est-à-dire la dépendance économique et l'aliénation politique et culturelle, une situation de sous-hommes.

Les militants de la gauche (qu'on appelle, selon les pays et les tactiques particulières, révolutionnaires, guerilleros ou terroristes) croient de plus en plus que la révolution n'est possible qu'à l'échelle mondiale parce que l'ennemi a une puissance à la mesure du monde, parce que des victoires locales se transforment tôt ou tard en défaites, même si elles sont remportées par des pays populeux, par le fait que ces pays sont forcés, pour maintenir un taux de croissance tel que personne ne songe à la contre-révolution de maintenir des liens économiques avec d'autres pays dont les plus impérialistes souvent, ce qui

a pour effet de ramener assez vite le nouveau à l'ancien — ainsi le processus me semble achevé en U.R.S.S. La révolution ne réussira au XXe siècle que si elle peut entraîner assez rapidement une complète "normalisation" du niveau de vie à l'échelle du monde, détruisant ainsi de nombreux motifs d'envie et de haine, forçant les peuples à penser leur avenir et à organiser leur présent en fonction de valeurs autres que celles que comportent le développement de la société industrielle actuelle. Les militants de la gauche croient donc maintenant de plus en plus en la nécessité de coordonner leurs activités à l'échelle mondiale.

●

Mais ils n'en pensent pas pour autant à nier les particularités nationales. Ce ne sont plus des motifs surtout économiques qui les ont amenés à cette conclusion, mais des motifs sociaux. En effet la conscience des travailleurs est telle, même en 1967, que ceux-ci pensent toujours en termes de collectivités nationales, même de régions et de tribus. Il serait assez utopiques de vouloir sauter de la conscience individuelle à la conscience internationale. Dans la lutte, et aussi de la façon dont sera menée cette lutte, les travailleurs ont toutes les chances d'atteindre à une conscience collective mondiale, mais c'est loin d'être le cas actuellement. L'état présent de la conscience des travailleurs ne conditionnent pas seulement l'aspect "local" de la statégie révolutionnaire. Il exige l'utilisation de moyens à sa mesure. Une stratégie qui veut être efficace doit s'inscrire dans le prolongement des composantes de cette conscience des travailleurs, non pas dans celui des petits ou des grands bourgeois qui ont la condescendance de se pencher sur le sort des travailleurs.

●

De cette conscience, donnons quelques aspects fondamentaux. Elle est confuse, surtout dans certains pays hautement colonisé comme le Québec; elle est confuse parce que la conscience, c'est le langage, et que dans ces pays très souvent les travailleurs n'ont pas de langue, sauf pour parler des réalités immédiates, de la vie quotidienne: dans ces conditions la conscience politique, même la conscience syndicale sont impossibles. C'est cette absence de langage d'ailleurs qui fait que la "conscience" des travailleurs est avant tout faite de colère et de révolte, dont l'objet n'est souvent même pas précis: c'est de la colère à l'état pur, si l'on peut dire, qui parfois se tourne contre les travailleurs eux-mêmes et devient sentiment de culpabilité, masochisme auto-destructeur (4) — sentiment qu'on trouve à l'oeuvre dans toutes les tavernes et tous les "grills" du Québec et sans doute ailleurs aussi. La stratégie révolutionnaire consiste donc dans un de ses aspects fondamentaux à rendre positif ces sentiments destructeurs, non pas en les brimant, en les niant, mais en leur donnant une orientation de plus en plus précise, de plus en plus politique, tout en leur permettant de s'exprimer. C'est à travers eux, à travers leurs manifestations diverses que parviendra à se frayer un chemin, à se donner des formes concrètes, le sens (abstrait) de la fraternité qui habite les coeurs de tous les hommes exploités. Les discours, les pamphlets, les tracts, laissés à eux-mêmes, ne peuvent pas atteindre ce but parce qu'ils sont parole et parole seulement et, comme nous l'avons vu, le langage n'est pas un outil "concret" pour les travailleurs. Les bourgeois ne comprennent pas cela, eux qui possèdent le monde par le langage, sinon aussi par le pouvoir économique et politique.

●

Il ne faut pas cependant isoler cet aspect du problème. Il est complémentaire d'un autre non moins important: celui de la dépossession radicale des travailleuras à l'égard du sol, des institutions, de l'évolution, de l'orientation consciente de leur pays. C'est d'ailleurs là l'élément central de tout projet révolutionnaire: la conquête de ces biens par ceux qui sont empêchés d'en jouir, quel que soit, par ailleurs, leur niveau de vie. Tous ces phénomènes sont les éléments constitutifs d'une situation globale dont deux des

traits majeurs sont d'une part le cercle vicieux dans lequel se trouve la classe dirigeante qui croit — ou veut nous faire croire qu'elle croit — que la seule façon qu'elle (très paternaliste) a de donner satisfaction aux revendications des travailleurs, c'est de forcer la croissance économique, alors que cette croissance accentue plutôt les contradictions du système et développe les frustrations des travailleurs et, d'autre part, l'impossibilité absolue d'un dialogue (pour employer un mot à la mode) entre la classe dirigeante et celle des travailleurs, pour la bonne raison que les deux classes ne parlent pas le même langage: l'une parle le langage de la rationalité, du calcul économique, etc. (et M. Aron est un excellent porte-parole de cette classe ou se mêlent petits et grands bourgeois) et l'autre parle le langage de l'instinct, de la colère et de la foi. Et rien ne prouve que la raison doive indéfiniment avoir le dessus sur la foi, sur l'idéal, sur l'espoir humain d'un monde meilleur.

●

Contre les tenants du "monde tel qu'il est" et du "monde dont on ne sait pas comment il sera", les partisans de la révolution entendent rétablir la notion du "monde tel que nous le voulons". Cela est loin de résoudre toutes les questions, mais les révolutionnaires sont profondément conscients de vivre dans le temps. S'ils travaillent pour l'avenir, ils oeuvrent néammoins dans le présent, un présent qui est le fruit direct du passé, comme l'avenir le sera du présent. Ils sont donc convaincus de l'importance de ce qu'ils font et en même temps du caractère relatif, passager, historique de leurs activités. L'avenir dépend d'eux mais aussi des "autres", et il dépend non moins des générations futures. La construction du monde, pour eux, est faite à partir des "réponses" qu'apportent les hommes aux problèmes que leur pose la situation dans laquelle ils se trouvent, elle-même faite des "réponses" antérieures. Ils considèrent que l'humanité est aujourd'hui dans une situation tout à fait nouvelle qui se caractérise par l'interdépendance de tous les hommes les uns par rapport aux autres, interdépendance aux manifestations diverses et contradictoires et qu'il s'agit de "normaliser" en suscitant la conscience universelle de cette situation et en même temps la création de modes de résolution de ces contradictions dans le respect de certaines valeurs qui leur paraissent fondamentales — donc qui le sont, car il n'y a pas d'"absolu" en matière de valeurs; elles s'édifient à la faveur d'une situation donnée; elles sont "concrètes"; celles que poursuivent les travailleurs se sont développées dans la situation que ceux-ci vivent dans le régime actuel. Il est important, soit dit en passant, quand il est question de "valeurs", de ne pas négliger la sémantique, car les termes de liberté, humanité, démocratie, justice, etc. ne sont pas univoques.

●

Enfin, la révolution que nous voulons, personne ne peut dire ce qu'elle sera exactement. Rappelons cependant qu'elle n'a pas pour modèle la Révolution russe ni même la Révolution cubaine. Si on a pu croire que la Révolution russe avait été la première révolution prolétarienne, il semble de plus en plus qu'elle ait plutôt été la dernière grande révolution bourgeoise. Quant à Cuba, c'est un cas tout à fait spécial dont on a peu de raisons de croire qu'il se produira encore. De toute façon, ce qu'il importe de retenir c'est que la révolution de demain devra entraîner sinon tous les travailleurs dans son sillage, du moins un nombre suffisant de collectivités en possession de richesses naturelles suffisantes pour mettre fin à l'impérialisme, pour entraîner sa ruine définitive, même si la lutte doit se dérouler dans des territoires nationaux à cause des impératifs de la conscience actuelle des travailleurs, conscience, ne l'oublions pas, qui doit plusieurs de ses éléments à la conscience des petites bourgeoisies nationales de plus en plus frustrées par le développement de l'impérialisme. Retenons aussi que la stratégie des révolutionnaires n'est pas gratuite. Elle est commandée par deux facteurs: d'abord elle doit être une stratégie de la victoire; autrement dit, elle doit entraîner la victoire des travailleurs sur les forces de la réaction, ce qui revient à dire que la stratégie révolutionnaire est commandée par les ennemis de la révolution et

la qualité des structures et des institutions que ces ennemis commandent. En deuxième lieu, elle doit mener aux objectifs de la révolution qui ne sont pas, il ne faudrait pas le perdre de vue, de simplement renverser le régime actuel, mais bien plutôt de construire une société nouvelle; ce qui exige que les travailleurs passent de la colère et de la révolte ou de l'apathie et de l'indifférence à l'enthousiasme constructeur. Il s'agit donc de vaincre à la fois un ennemi extérieur et les conséquences négatives que la vie sous sa direction à entraînées dans les attitudes et les comportements des travailleurs eux-mêmes.

Le problème ainsi posé ne recevra certes pas sa solution de quelque penseur rationaliste ou de quelque savant positiviste. La solution, elle ne peut venir que de l'activité des hommes, que des facultés créatrices des hommes. Les esprits sclérosés par le calcul économique ou les analyses microscopiques ont, somme toute, peu de choses sinon rien du tout, à apprendre aux révolutionnaires . . . parce qu'il n'existe pas encore d'instruments de mesure qui puissent rendre compte de la révolution. Si, ils peuvent nous apprendre une chose: leur profonde et savante ignorance!

c.g.

NOTES . . .

(1) Aron, Raymond, "De la Bastille à la Cité interdite — Destin de la révolution", **Le Figaro Littéraire**, No 1,097, Paris, 24 avril 1967, p. 14. Cet article de Aron me tombe sous la main au moment même ou je termine la lecture de ses **Dix-huit leçons sur la société industrielle.** Dans ce livre, il se révélait rationaliste froid et hautain; dans l'article, "devenu" rationaliste militant, il se montre stupide . . . jusqu'à écrire : "Les marxistes-léninistes du vieux continent sont tout près d'accepter, **enfin** (Je souligne. Noter le soulagement qu'éprouve Aron devant sa constatation !), que le monde soit ce qu'il est." **Ibid.** p. 14, Heureusement qu'il y a d'autres continents que "le vieux", qui ici porte bien son nom.

(2) **Ibid.** p. 15. Je souligne. C.G.

(3) Par exemple ceci : "Les idéologues ne sont ménagers ni de leur sang ni du sang des autres, et les révolutionnaires — Il y en aura toujours — aiment moins l'homme que ce qui le dévore. "Aron, **op.cit,** 15.

(4) Lire ou relire à ce sujet les belles pages de Frantz Fanon dans **les Damnés de la terre** et celles de Albert Memmi dans **Portrait du colonisé.**


RIN
ARTI POPULAIRE

document

Nous sommes doublement colonisés et exploités en tant que Québécois et en tant que travailleurs

Le document que nous présentons ce mois-ci est le texte de la conférence prononcée par Andrée Bertrand-Ferreti lors de l'assemblée publique du R.I.N. du mardi 12 décembre 1967. Au cours de cette soirée, Pierre Bourgault et François Aquin ont aussi présenté des exposés. Les trois orateurs ont tour à tour montré comment ils entrevoyaient poursuivre la lutte pour la libération du Québec, à la lumière des événements de l'automne. Chacun a voulu analyser la situation en fonction du rapport des forces en présence, et en particulier de l'existence du R.I.N. et de la création du Mouvement souveraineté-association de René Lévesque. Nous retenons l'exposé d'Andrée Ferreti, parcequ'il est le seul à associer à la libération du Québec la décolonisation et la lutte contre l'impérialisme.

la rédaction

Quoi qu'en aient pensé et voulu messieurs les Anglais, la rébellion de 1837-38 n'a jamais été complètement écrasée. Un profond et combien naturel besoin de liberté a toujours hanté la conscience québécoise. Et depuis quelques années, un grand vent de libération a ranimé cette flamme parfois vacillante mais toujours vivante au coeur de tous les Québécois humiliés.

Aujourd'hui, nous sommes des milliers à non seulement désirer cette liberté, mais à travailler à la conquérir. Et si nous devons travailler, si nous devons lutter pour sortir de notre aliénation, pour nous libérer, c'est que des gens ont de puissants intérêts à nous maintenir dans la sujétion, à nous exploiter, à nous refuser cette liberté.

Et qui sont ces colonisateurs, ces exploiteurs qui aujourd'hui possèdent notre pays, le développent, le gouvernent au profit des intérêts de leurs classes, contre les intérêts de la majorité de la nation québécoise, contre les intérêts des travailleurs québécois? Dans quelles structures politiques et économiques et par quels mécanismes s'exercent aujourd'hui cette domination? En un mot, quels sont les forces en présence et comment les travailleurs québécois devront-ils s'organiser pour triompher de leurs ennemis?

Voyons d'abord quel est le principal ennemi du peuple québécois, de sa véritable libération. Quel est le vrai obstacle à une vraie indépendance du Québec? C'est l'impérialisme américain dont les visées sur le Québec remontent au XVIIIe siècle. Mais contrairement à celle des Anglais, la conquête américaine n'a pas été mili-

taire. Au lieu de soldats, ce sont des financiers que les Yankees nous ont envoyés, comme dans le reste du Canada, d'ailleurs, dont ils contrôlent complètement aujourd'hui les ¾ de l'économie et exercent un contrôle indirect sur le ¼ qui reste.

Cependant, alors que cet impérialisme, par le jeu de la politique outaouaise, faisait de l'Ontario une province industrialisée atteignant dans son développement économique un certain équilibre entre la production et la consommation, il faisait du Québec, tant comme des pays sous-développés, un réservoir de matières premières et de main-d'oeuvre à bon marché.

Les investissements américains au Québec, comme ailleurs dans le monde, quelles qu'en soient la nature et la fonction précise, ne sont jamais faits dans un but d'entraide, mais de conquête et de domination pour le profit toujours plus considérable des grands monopoles. Voilà à quoi servent les 600 millions de dollars américains qui énervent tant Jean Marchand et font ramper Daniel Johnson et toute notre classe dirigeante, fédéraliste ou pas. 600 millions qui servent à financer l'exploitation de notre pays au profit des autres et font de nous des valets.

●

En effet, plus de 50% de nos exportations proviennent du secteur primaire et vont alimenter les industries de transformation américaines qui fabriquent: a) les pièces d'équipement nécessaires à l'exploitation de nos richesses anturelles et diminuent d'autant plus la valeur réelle des investissements américains; b) la majorité des biens de consommation durables (industries qui créent les emplois les plus nombreux et les plus rénumérateurs) que nous sommes obligés de nous procurer à crédit la plupart du temps, crédit dont les institutions sont également contrôlées et administrées par des firmes étrangères et qui, par cet autre instrument, augmentent leur capital à même les salaires des travailleurs québécois, etc., etc.

Pourtant, cette domination américaine s'exerce au Québec dans le cadre confédératif, i.e. dans une structure politique dont les leviers sont entre les mains de notre second ennemi important et puissant qui est la bourgeoisie anglo-saxonne dont les membres sont les gérants directs de l'impérialisme américain au Québec, ceux qui occupent les postes-clés dans l'administration des affaires économiques québécoises et ceux qui par conséquent, bien qu'ils soient au Québec numériquement minoritaires, dominent complètement la politique québécoise. Puisque dans les états modernes le pouvoir économique est le fondement de tous les autres pouvoirs.

Et ces Canadiens-anglais du Québec, nos Rhodésiens à nous, comme disait si bien quelqu'un, sont ceux qui ont écrasé la rébellion de 1837-38. Que feront-ils cette fois-ci? En tous les cas, ils ne se laisseront pas déposséder sans se défendre farouchement. Pour le moment, ils exercent leur force contre nous en essayant d'angliciser au plus vite les néo-québécois de toutes origines et ainsi de nous noyer sous le nombre. Ils font marcher les membres francophones de la Chambre de commerce et font chanter les dirigeants des vieux partis dont ils contrôlent les caisses électorales.

Peut-être trouveront-ils bientôt avantage à collaborer à une indépendance politique du Québec maintenue dans une totale dépendance économique. Mais, s'ils savent par expérience qu'il est facile d'acheter une poignée de politiciens, ils s'apercevront bientôt qu'on n'achète pas longtemps tout un peuple qui aspire à la prospérité et à la liberté pour tous ses fils et non pour une minorité de petit bourgeois, plus soucieux de leur niveau de vie que de l'épanouissement complet de la nation québécoise.

●

Or, si l'aspiration fondamentale à la libération est le fait plus ou moins conscient de la majorité des québécois — la visite du général de Gaulle nous l'a révélé —, il se trouve que c'est la petite bourgeoisie québécoise, même si elle ne forme que 9% de la population, qui exprime les revendications nationalistes du peuple québécois, car elle seule possède une conscience de classe agissante et des cadres politiques structurés. La classe ouvrière commence seulement à prendre conscience que ses intérêts divergent radicalement

des intérêts capitalistes et elle n'a pas encore d'organisation politique propre, si l'on excepte le RIN qui, par ses structures, ses cadres, ses objectifs et la composition de la majorité de ses membres est en train de devenir un véritable parti des travailleurs.

Or, cette petite bourgeoisie nationale, structurée politiquement, n'a aucune véritable assise économique. Elle est confinée à la petite industrie au commerce de détail, aux coopératives, aux Caisses populaires, à quelques institutions financières fragiles comme la SGF et SOQUEM. Par conséquent, elle n'a pas la force de déloger la véritable classe qui dirige les destinées politiques et économiques québécoises, qui est l'impérialisme américain. Cependant, en faisant l'indépendance du Québec, elle peut devenir, à la place des membres de la bourgeoisie canadian, le gérant direct, le grand administrateur de l'impérialisme américain. Et c'est pourquoi de plus en plus, les membres et la clientèle des vieux partis, pour les plus radicaux, délaissent le parti libéral et l'Union Nationale pour joindre de nouvelles formations ou en créer d'autres, et pour les plus conservateurs, font d'énormes pressions sur leur parti pour les forcer à réclamer toujours plus de pouvoirs d'Ottawa.

●

Donc, actuellement, toute notre petite bourgeoisie est nationaliste; ses membres les plus liés à l'oligarchie anglo-saxonne, et qu'on retrouve surtout dans le parti libéral, s'opposent encore à l'Indépendance du Québec et se contenteraient d'une constitution renouvelée. Les autres, qui se recrutent dans l'Union Nationale, le RN, le groupe Lévesque et quelques-uns dans le RIN veulent un profond changement dans la constitution et même, les membres de l'U.N. en moins, réclament l'Indépendance politique et juridique du Québec.

Or, que signifie, aujourd hui, une indépendance politique sans libération économique? Le Canada est un pays souverain, ce qui n'empêche pas son économie d'être contrôlée à 80% par les monopoles américains et ça l'oblige à fournir des armes et du napalm pour la guerre au Vietnam. Et aujourd'hui ça l'oblige à entrer, avec l'économie américaine, dans une longue période de récession qui l'oblige à surtaxer la population parce qu'il n'a pas les pouvoirs de surtaxer les compagnies et les exploitations minières en grande partie propriétés américaines. Ça l'oblige à faire des coupures dans son budget et non pas au chapitre de la défense, par exemple, mais à celui des services sociaux, à celui des investissements dans le taux d'accroissement, ce qui crée du chômage etc., etc.

●

Or précisément, si les travailleurs québécois appuient le projet d'indépendance du Québec, c'est qu'ils revendiqueront à travers lui la liberté totale, l'égalité sociale, la justice, la prospérité, i.e. la récupération des richesses du Québec, la création d'une économie saine où il y aura équilibre entre la production nationale et la consommation, un régime de plein emploi, une politique de régionalisation afin que Montréal cesse de devenir ce monstre qui dévore tout le reste du Québec.

Si les travailleurs québécois appuient le projet de l'indépendance du Québec ce sera pour que leur reviennent dans un partage équitable le profit acquis dans le développement économique du Québec. Or, cette redistribution des profits, i.e. cette socialisation des profits tirés de l'exploitation des richesses naturelles du territoire, de notre territoire, et des industries secondaires ou tertiaires, ne peut finalement être possible que par la socialisation de la production.

Il n'y a pas un seul capitaliste au monde qui acceptera de partager ses profits avec les travailleurs qu'il emploie. Et il se trouve qu'au Québec, les travailleurs c'est le peuple québécois et les capitalistes exploiteurs sont les canadians et les Américains. Et une simple indépendance politique ne changerait rien à cela. Nous sommes doublement colonisés et exploités en tant que Québécois et en tant que travailleurs, et seule une révolution nationale, à la fois politique et économico-sociale, pourra nous libérer de cette double domination.

Or, comme nous l'avons vu, la puissance capitaliste anglo-saxonne, américaine et canadian est

solidement établie au Québec. Les intérêts qu'elle défend ici sont extrêmement importants pour son propre développement économique. Les Américains ont absolument besoin des produits de nos ressources naturelles pour alimenter leurs usines de transformation et maintenir le taux économique chez eux. Ils ont surtout besoin de plus en plus de notre fer et ils voudront continuer à se l'approprier au bas prix actuel. Ils ont aussi besoin de notre important marché de consommation. Quand aux Canadiens anglais du Québec, ils considèrent Montréal comme le prolongement industriel de Toronto et une grande partie de leurs investissements sont engagés dans les entreprises montréalaises de toutes sortes.

●

Donc, ils lutteront farouchement pour conserver et même renforcer leur domination économique. Pour faire face à ces puissances organisées et profondément conscientes de leurs intérêts de classe, il faut organiser une autre force également consciente de ses intérêts de classe et qui sont à l'opposé des intérêts yankees et canadian. Cette force peut se constituer que dans l'organisation d'un solide parti des travailleurs québécois. Et on n'organise pas un parti de travailleurs comme on organise un parti de bourgeois. On ne rejoint pas les travailleurs comme on rejoint une classe déjà structurée et qui utilise à ses fins propres les moyens de diffusion et de propagande payés par l'ensemble de la nation, mais sous son seul contrôle.

●

C'est dans leur milieu de travail qu'on rejoint les travailleurs, c'est aussi à travers leurs syndicats, lorsque ces syndicats ne sont pas trop bourgeois — malheureusement la majorité des travailleurs québécois syndiqués sont membres de la FTQ qui n'est rien d'autre qu'un secrétariat provincial qui fournit certains services à des syndicats locaux ou à des fédérations de syndicats qui appartiennent d'abord à d'autres structures canadiennes et américaines et qui, malgré des déclarations de Louis Laberge et de Gérard Rancourt, gardent des liens bizarrement étroits avec les syndicats les plus réactionnaires du monde: l'AFL-CIO, qui pratique la discrimination raciale, défendent l'impérialisme américain partout au monde et collaborent avec la CIA. Ils se sont bien gardés, cependant, de faire un véritable front commun avec la CSN lors de la promulgation des bills 25 et 1 proposés par le gouvernement Johnson, ce monstre d'hypocrisie, qui crie sans cesse contre Ottawa pour mieux nous vendre à New York et qui de toutes manières ne nous libère ni de l'un, ni de l'autre. Ces syndicats sont quand même des structures et des cadres dans lesquels il est possible de rejoindre les travailleurs québécois grâce surtout aux dirigeants des paliers intermédiaires qui sont de plus en plus nombreux à prendre conscience que le problème des travailleurs québécois n'est pas avant tout salarial mais qu'il est politique et économique. Ils sont de plus en plus nombreux ces militants syndicaux à vouloir nous rencontrer et à commencer à travailler avec nous. C'est avec eux que nous devons présentement partager nos efforts pour créer cette force nouvelle qui ne craindra pas de déloger les intérêts établis, de renverser l'ordre actuel pour le remplacer par un ordre nouveau qui assurera une véritable libération de la majorité des Québécois.

●

Comme on le voit, une révolution, même si elle se fait en fonction d'objectifs positifs en vue d'un plus grand bien d'une majorité, se fait nécessairement aussi contre quelqu'un. On ne peut servir deux maîtres à la fois; les intérêts anglo-saxons et les intérêts des Québécois. Dire le contraire pour ne faire peur à personne et plaisir à tout le monde, c'est tromper le peuple, c'est lui donner l'illusion que tout sera facile alors qu'au contraire tout sera difficile.

Toutes les révolutions du monde, et celle du Québec n'y échappera pas, se sont toujours faites dans le travail, l'effort, le courage et l'abnégation, parfois dans le sang mais jamais aucune ne s'est réalisée dans la facilité avec des fleurs et des bonbons.

Les intérêts de classe de trois nations différentes se partagent actuellement les immenses ri-

chesses matérielles, techniques et humaines du Québec. Nous, nous voulons que désormais seuls les travailleurs québécois possèdent, contrôlent, administrent les pouvoirs politiques et économiques du Québec afin d'atteindre à leur plein épanouissement social et culturel.

Nous lutterons quel qu'en soit le prix, contre tous ceux qui directement ou indirectement s'y opposeront, qu'ils soient impérialistes américains, colonialistes canadians ou petits bourgeois canadiens-français. La liberté collective et individuelle de six millions de Québécois en dépend.

Vive la Révolution québécoise!

Vive le RIN!

Andrée Bertrand-Ferreti,
vice-présidente du RIN



Photo C S N

LACHUTE, 15 MOIS PLUS TARD

robert tremblay
pierre renaud

Le 3 août 1966 éclatait à la Dominion Ayers Wood de Lachute (qu'on a souvent depuis appelé Ayersville) une grève qui allait marquer la petite histoire de la région. Ce n'était pas la première puisqu'à trois reprises déjà les ouvriers de cette usine avaient débrayés pour appuyer leurs revendications. Ainsi en 1961, lors de leur dernière tentative, les employés qui étaient alors membre d'un syndicat international affilié à la FTQ débrayaient pour la troisième fois. Résultats: peu après le syndicat "lâchait" et ils dûrent rentrer au travail . . . **et accepter des diminutions de salaire.** Dans les années qui suivirent, les travailleurs de la Dominion Ayers prirent conscience de l'importance d'un syndicat qui défendraient vraiment leurs intérêts. C'est ainsi que le 13 avril 1966 un syndicat affilié à la CSN obtint son accréditation, après avoir surmonté les obstacles innombrables dressés par la Compagnie. Ce changement indiquait la volonté "des gars" de ne pas se faire jouer à nouveau.

Cette grève allait durer trois mois (du 3 août au 28 octobre 1966) et allait démontrer la détermination des ouvriers à changer leur sort. Qu'on s'imagine: en 1966 un travailleur de la Dominion Ayers gagne en moyenne moins de .90¢ l'heure et une femme moins encore. Un travailleur dont

on a vu le chèque gagne, toutes déductions faites, $26.27 après 39 heures de travail. Les conditions de travail sont encore pires que les salaires et les services médicaux ou autres sont nuls. On se souvient sans doute des nombreuses photographies qui parurent dans les journaux de l'époque, où on montrait des hommes aux doigts coupés par les machines de l'usine. Tous ces motifs firent que la grève s'avéra longue et dure. Enfin, peu avant la fin de la grève, une des nombreuses manifestations que Lachute connût à cette époque dégénéra en bataille rangée entre les policiers privés de la famille Ayers et les manifestants. Quatre jours plus tard, après l'intervention officieuse du gouvernement Johnson vu la tournure des événements, la grève se terminait. Les travailleurs de la Dominion Ayers recevaient des augmentations de salaire se situant entre .39 et .73 cents l'heure et accédaient à certains bénifices marginaux. La grève s'était terminée le 28 octobre mais ces trois longs mois de lutte avaient attiré sur Lachute les regards de tout le Québec. On savait un peu partout que outre la triste situation des travailleurs de la Dominion Ayers il y avait l'état de féodalité qui persistait dans cette ville, du fait de la position toute puissante d'une famille de l'endroit: les Ayers.

On ne saurait mieux décrire cette famille et son chef, Gilbert Ayers, que de la façon dont l'a fait Chantal Gagnon dans un numéro du Quartier de cette époque. "Gilbert Ayers, nous dit-elle, possédait en fait toute la ville de Lachute. Des industries, en passant par le transport, le tourisme, le conseil municipal, les députés provinciaux et fédéraux, tout était sous le contrôle et la férule du seigneur Ayers. Ce qu'il possède: la Dominion Ayers Wood; la Ayers Blankets

histoire d'une ville

le peuplement.

1796: arrivée à Lachute du premier colon; il est originaire du Vermont.
1803: il y a trente familles américaines à Lachute.
1818: immigration écossaise.
1825: début d'une immigration irlandaise nombreuse qui noya tous les autres éléments.
1881: attirés par l'éveil industriel, les Canadiens français envahissent la région.
1941: c'est la prépondérance de l'élément français : 67% de la population totale.
1968: la majorité de la population est d'origine française.

la vie économique.

1877: démarrage industriel causé par l'inauguration du chemin de fer Montréal - Lachute - Ottawa.
1880: ouverture d'une usine de lainage : "Ayers Blankets and Beautyrest Mattresses".
1900: ouverture d'une usine de papier: "La Compagnie J.C. Wilson".
1954: ouverture d'une usine de contreplaqué: "Dominion Ayers Wood."
1968: aujourd'hui Lachute a perdu tout dynamisme industriel: — depuis très longtemps, il ne s'y est pas établi d'entreprises nouvelles de quelque importance.

la structure sociale:

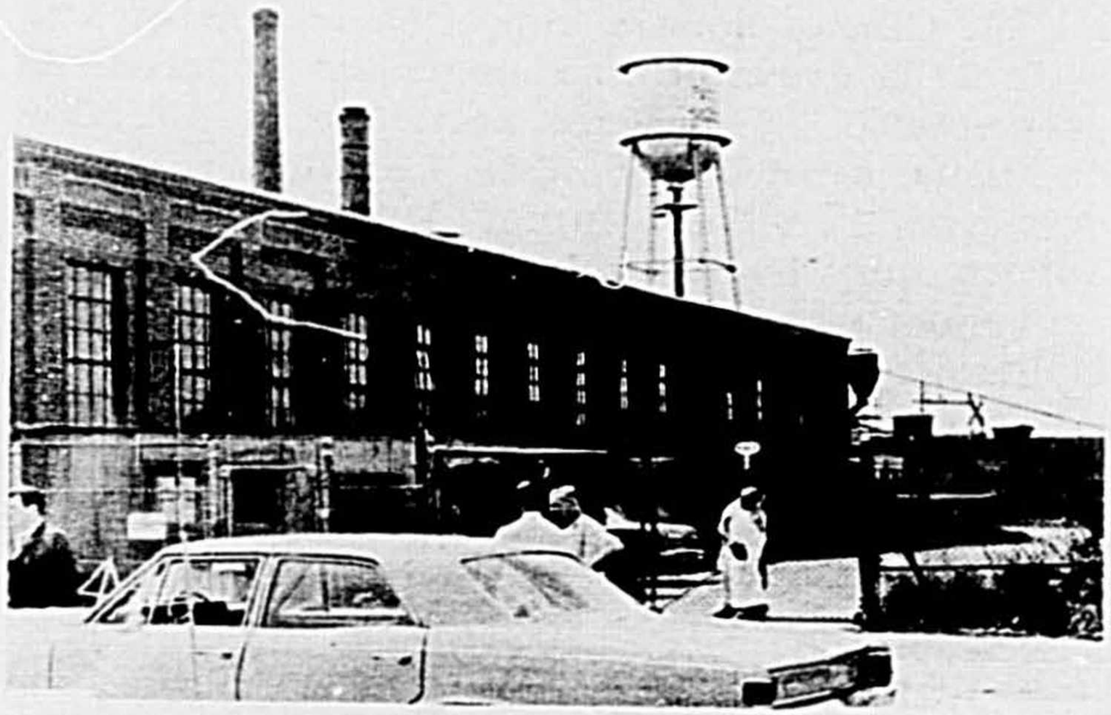
Dans l'ensemble, l'organisation sociale à Lachute est tout à fait incohérente :

—la classe professionnelle est coupé de la classe ouvrière : on fait partie du Club Rotary, des Richelieu, etc.; on va jusqu'à s'intéresser à la Fédération des Oeuvres de Charité...
—mais ce qui frappe le plus, c'est l'inorganisation de la classe ouvrière : jusqu'à l'arrivée de la C.S.N. en 1966, il n'y avait que des syndicats internationaux, "une sorte de féodalité inefficace." Donc dans ce contexte, s'est formé, à Lachute, un prolétariat, une "main-d'oeuvre à bon marché canadienne-française".

and Beautyrest Mattresses; le club de golf de Lachute (neuf trous illuminés); le club de golf de Carling Lake, son club personnel; une piste de courses dans la région; le motel "la Lorraine", situé à l'entrée de Lachute; un aéroport "international" où les subventions fédérales permettent à M. Ayers de bien recevoir ses invités pour son club de golf; une compagnie de transport par camions à Lachute; une maison construite par les travailleurs de la Ayers à $1.00 l'heure, sur le modèle de la "Maison Blanche" de Washington; deux avions personnels dont un "jet"; une "Riviera" et bientôt (il attend sa livraison) une Cadillac "anti-balles"; une église de marbre; une scierie; tout cela, sans parler de ses possessions outre-frontières..." Voilà comment on décrivait les Ayers à l'époque et ce tableau garde toute sa signification aujourd'hui car à toute fin pratique rien n'a changé à Lachute.



le château Ayers



la Dominion Ayers Wood Inc.



la banque Ayers

Lachute depuis...

La grève de l'automne 1966 fut considérée par les travailleurs de la Dominion Ayers Wood comme une grande victoire. Jamais auparavant ils n'avaient pu obtenir de telles augmentations de salaire. Il faut ajouter encore que jamais auparavant ils n'avaient eu l'occasion de lutter réellement. Cette bataille, ils l'avaient gagnée par leur fermeté et leur solidarité, encadrés et aidés cette fois par un vrai syndicat. Ils purent expérimenter en même temps l'appui des travailleurs de tout le Québec principalement par le canal du Comité d'aide que le RIN avait mis sur pieds. Cette aide fut tellement considérable que le président du syndicat nous affirma par la suite que plusieurs ouvriers rentrèrent au travail avec regret ou presque, car ils n'avaient été traités d'une façon humaine que durant cette grève.

Le temps des réjouissances passé il fallut cependant se rendre compte que rien de fondamental n'était changé à Lachute. Certaines choses s'améliorèrent à l'usine même selon les informations reçues du président du syndicat M. Jacques Gibeau. Ainsi il nous confirma que l'usine avait été vendue à une autre Compagnie et que cette filiale s'appelait maintenant la "Beauce Veneers

Limited". Interrogé sur l'identité de cette dernière compagnie il avoua que toutes les recherches faites pour connaître les nouveaux propriétaires avaient échoué, le gouvernement lui-même semblant ne pas pouvoir ou ne pas vouloir donner d'informations. Si bien, que les gens de Lachute se demandent maintenant si le nouveau propriétaire ne serait pas... la famille Ayers elle-même. Le syndicat se promet de poursuivre ses recherches et l'identité de cette compagnie devrait être connue sous peu. Ce détail peut se révéler important car la négociation de la nouvelle convention collective se fera l'été prochain et il faudrait bien que le syndicat et les ouvriers sachent à qui ils ont affaire.

Au cours de l'entrevue que nous avons eu avec lui, M. Gibeau nous a appris également qu'à la suite de la grève et du changement apparent de propriétaire, la majeure partie de la direction de l'usine avait été changée. Les anciens cadres quittèrent la ville et furent remplacés par ceux qui les suivaient dans la hiérarchie. Il apparaît également que les rapports entre les ouvriers et la direction s'améliorèrent grandement, ceci étant dû au changement de direction certes mais aussi et principalement à la fermeté qu'avait su montrer le syndicat.

●

Il y eut donc des améliorations dans cette usine après la grève. Il faut remarquer tout de même que la moyenne des salaires se situe encore dans les environs de $50 ou $55 par semaine pour quarante-huit heures de travail. Lors d'une émission "Aujourd'hui" de Radio-Canada au mois d'août dernier, on interviewa un travailleur de cette même usine demeurant dans le secteur dit 'la Côte de sable" (secteur des taudis à Lachute). Ce travailleur était à l'emploie de la compagnie depuis vingt ans et, en 1967, il gagnait $5? pour quarante-huit heures de travail, neuf mois après la fin de la grève; ce n'est donc pas encore l'abondance. Et il y a cette autre usine des Ayers à Lachute, usine de lainage ou l'on a réussi à garder son bon vieux syndicat international et qui quelques mois avant le débrayage de l'autre usine signa un contrat minable engageant les ouvriers pour trois ans.

L'événement de l'automne 1966 eut tout de même pour résultat de secouer quelque peu la torpeur de la population quoique ce début d'agitation n'ait produit à ce jour aucun résultat. Tous dans cette municipalité de 13,000 âmes sont d'accord pour affirmer que la famille Ayers se sert de sa puissance et de son contrôle sur le conseil municipal pour empêcher la venue de toute nouvelle industrie, ce qui aurait pour effet de faire monter les salaires. Cette opinion n'est pas une récrimination de provinciaux arriérés; on la retrouve dans l'enquête de MM. Fernand Dumont et Yves Martin cité ailleurs dans ce reportage.

Le féodalisme maintenu par un petit groupe dans cette région a son corollaire de déficiences psycho-sociales marquées. Le manque d'éducation, le travail en bas âge, la répression de toute velléité de changement, la misère, toutes ces caractéristiques anachroniques maintiennent la population dans la torpeur de ce qui est devenu un véritable prolétariat urbain. Ce qui explique entre autre que le conseil municipal soit depuis toujours au service des Ayers. Encore aujourd'hui quatre des six conseillers municipaux ont partie liée d'une façon ou d'une autre avec Ayers. Ceci est rendu encore plus facile par le fait que les résultats d'une élection ou d'un référendum sont calculés selon le rôle d'évaluation; c'est-à-dire que plus on a de propriétés, plus haute est leur évaluation et plus haute est la valeur attachée au vote. On voit ce que ça donne...

A Lachute les séances du conseil sont le lieu où maire et conseillers vident leurs querelles personnelles. Les vrais décisions sont prises au "petit sénat", genre de club où se rencontrent les grosses légumes de l'endroit. Devant cette situation les travailleurs décidèrent dernièrement de forcer le conseil à s'expliquer publiquement devant eux. Tout ce qu'ils purent constater c'est l'absence totale de politique économique ou autre et ils furent encore une fois joués, l'assemblée se terminant sur une chicane entre le maire et un autre conseiller. Pendant ce temps la Canadian Underwriter publie que Lachute est une ville ou

la protection contre les incendies est nulle, ce qui n'est qu'un détail parmi mille autres irrégularités. "On est dans le pétrin" fait remarquer le curé de Lachute. Il a constaté depuis longtemps que ce sont les anglais qui ont fait de Lachute ce qu'elle est et qu'ils s'organisent pour conserver sinon pour accroître leurs privilèges. "Les jeunes s'en vont, fait remarquer M. Gibeau. Si ça continue Lachute deviendra une ville fantôme". Gageons plutôt qu'elle continuerait à être ce qu'elle est; un fief seigneurial.

Il faudrait donc que les gens de l'endroit s'organisent pour transformer radicalement la situation. Or, semble-t-il, c'est ce qui se prépare actuellement. Face à l'impossibilité de faire bouger les différents organismes de la région, une soixantaine de travailleurs et de citoyens ont mis sur pieds un mouvement d'action politique qui s'est donné pour but de débarrasser la ville de la clique responsable de l'état de chose actuel. Prendre le pouvoir et s'en servir pour relancer l'économie locale sera la tâche à réaliser par la suite. Programme immense quand l'on sait la détresse de ce coin de pays et l'asservissement auquel on a voué la grande partie de sa population. Mais les travailleurs syndiqués (ceux de la CSN principalement) et certains marchands progressistes ont décidés de réveiller et d'informer leurs concitoyens et il serait surprenant qu'ils n'atteignent point leur but.

Dans quelques mois les éléments les plus dynamiques des travailleurs de Lachute auront à négocier une nouvelle convention collective. Ils ont prouvés déjà qu'ils étaient conscients de la seule voie à suivre foncer vers l'avant: verrons-nous des pancartes sillonner les rues de Lachute durant des mois encore où percevrons-nous les échos d'une ville en éveil? Nous le saurons sous peu. De toute façon nous entendrons encore parler des gars de Lachute.



Photo C S N

Perspective

Lachute, comme St-Jérôme et comme plusieurs centres industriels très anciens disséminés un peu partout à travers le Québec, est en pleine récession, en état d'anémie économique.

Ces villes doivent, pour la plupart, compter à la fois sur une aide financière extérieure (subventions gouvernementales) et sur une émigration (vers Montréal) constante de leur population. Les usines qui y fonctionnent sont celles d'industries, sur le déclin ou ayant à supporter une très forte concurrence étrangère: textile, cuir, meubles, vêtements, etc. Dans la logique du système capitaliste actuel (celui des Ayers et autres) on va chercher son profit au dépend des travailleurs: c'est le "cheap labor", la main-d'oeuvre à bon marché, les $50. à $60. par semaine, pour 48 heures de travail. Evidemment ces villes n'attirent pas les nouveaux investissements, car les capitalistes vont là où ils peuvent faire le plus d'argent dans le moins de temps possible, c'est-à-dire Montréal.

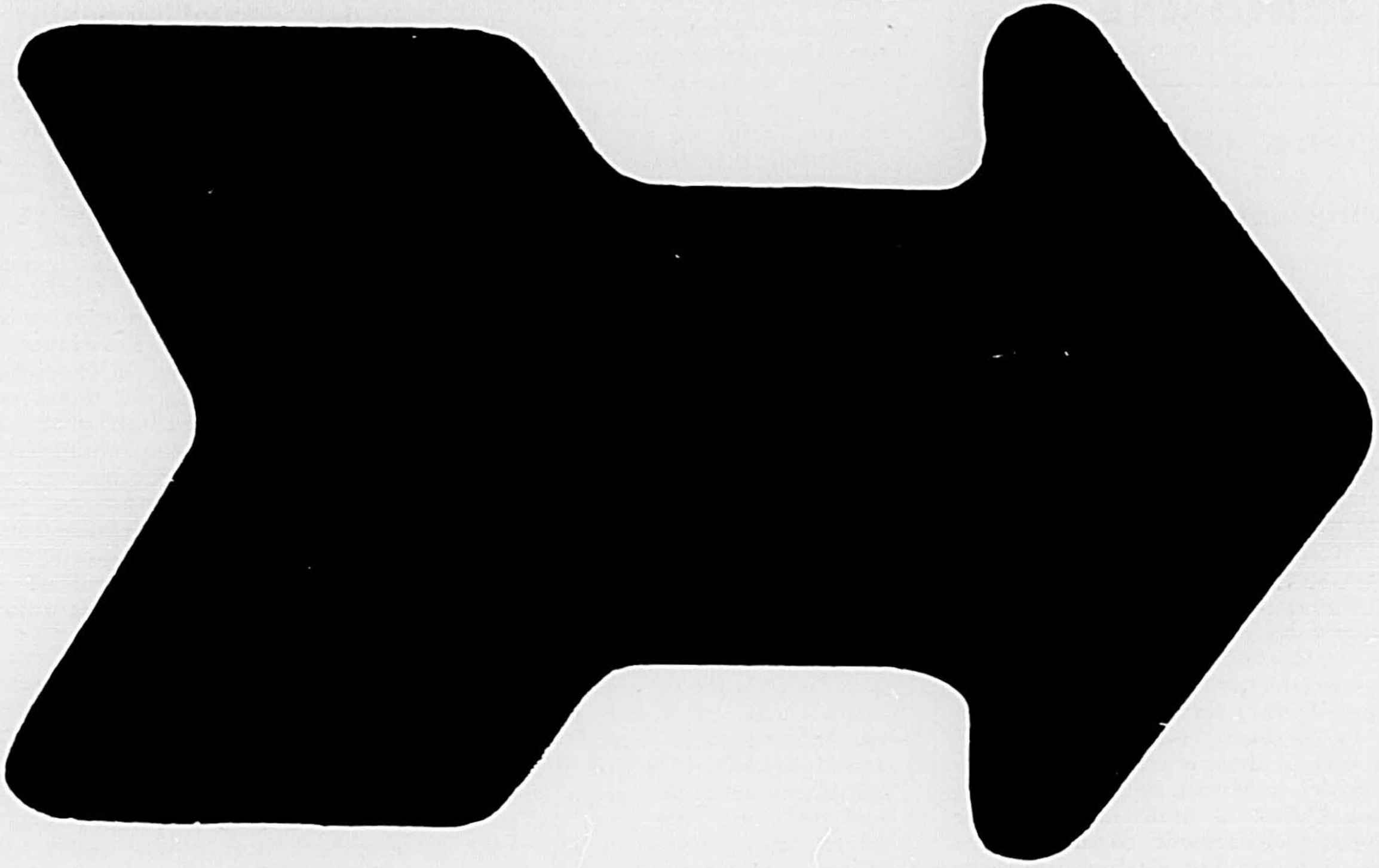
Règle générale, ces villes connaîtront un marasme accru si des mesures draconniennes ne sont pas prises pour introduire et réaliser, **au bénifice de toute la population,** la décentralisation industrielle. Or, malgré ses belles déclarations, il ne semble pas que le gouvernement actuel soit prêt à faire payer aux investisseurs le prix d'une telle décentralisation.

En attendant d'être "Maître chez nous", on continuera à prendre toutes les décisions sur la rue St-Jacques, à Montréal, et d'années en années on verra les quartiers ouvriers de Montréal grossir démesurément pendant que plusieurs régions du Québec s'enliseront dans le marasme économique.

Pourtant on peut déjà déceler un mouvement qui promet de changer la situation d'une façon radicale. En effet, la constitution de mouvements d'action politique dans plusieurs régions du Québec peut servir à améliorer, dans une certaine mesure, l'économie locale. Dans le cas de Lachute, la tâche la plus urgente est de débarrasser l'endroit de son régime féodal et de mettre sur pied un Comité de travailleurs qui puisse intégrer les différents groupes d'ouvriers de la région.

Malgré tout, il ne faut pas se leurrer. Une planification économique purement régionale est impossible et on ne voit pas comment les gouvernements actuels peuvent résoudre ces problèmes. Il est à prévoir cependant que les mouvements populaires (Comités de travailleurs, Comités de citoyens, Comité d'action politique) qui naissent au rythme d'un par semaine, dans les différentes régions du Québec s'auront **s'unir** et **changer** de façon radicale le régime dans lequel on vit. En attendant, l'action la plus efficace se fait au niveau de l'éveil des consciences des travailleurs québécois.





LE QUÉBEC en mots DIT

pierre maheu

engueulez miron !

Publier devient donc un acte aussi probant que l'action politique.
Gaston Miron

J'ai beau ne pas vouloir faire de cette chronique un compte-rendu de notre vie littéraire, il me faut tout de même y parler des événements majeurs. Et l'événement littéraire le plus important le mois dernier, l'an dernier, chaque année, c'est que Gaston Miron ne publie pas son oeuvre. C'est pourquoi je propose une offensive généralisée: engueulez Miron chaque fois que vous le rencontrez, refusez de lui parler de quoi que ce soit d'autre que de la publication de ses poèmes. Si chacun fait sa part, et persévère, il devrait y avoir moyen de décider le Miron, de gré ou de force. Quant à moi, je l'engueule consciencieusement depuis quatre ou cinq ans. Les résultats prouvent que je ne saurais suffire seul à la tâche, et qu'il faudra sans doute mettre au point une argumentation plus rusée que la mienne. Néanmoins je tiens à exposer ici, en public, les idées mises au point au cours de ma carrière d'engueuleur-de-Miron. Pour le bénéfice de ceux que le métier tenterait. Je me figure donc que j'ai Miron devant moi... Je lui dis à peu près:

tu as peut-être eu raison de ne pas publier

C'est par choix que tu n'as pas publié. Les raisons que tu as données pour motiver cette prise de position sont convaincantes, ou le furent: "Une fois que j'eus assumé ma condition de colonisé, du moins la part en moi qui est colonisée, que je l'eus revendiquée et retournée en une affirmation, j'estimai, face à l'écriture, que la seule attitude convenable résidait dans le silence, forme de protestation absolue, refus de pactiser avec le système par le biais de quoi que ce soit, fût-ce la littérature... c'était un compte que je réglais avec la complaisance et cela regardait l'idée que je me faisais de la littérature, de sa fonction. Tant que les conditions d'une action commune n'existaient pas dans une praxis déterminée, je me trouvais justifié dans mon attitude." (1) Mais si ce raisonnement tient abstraitement, il a deux lacunes: d'abord pour qu'un tel refus soit valable, il faut d'abord qu'il soit connu; et puis la littérature peut aussi être dévoilement, protestation et dépassement. Et la tienne l'est. Tu l'as d'ailleurs admis toi-même: "Mon attitude n'avait et n'avait eu une valeur exemplaire que vis-à-vis de moi; pour qu'elle fût efficace, il aurait fallu que j'aie une réalité comme écrivain dans le grand public; or je m'étais nié d'une certaine façon; je n'avais de crédit que pour un petit cercle, du même avis que moi. D'autre part, la littérature n'est pas qu'une expressivité, elle est aussi un acte, son action en est une de dévoilement de l'aliénation et de son dépassement; elle aussi en créant ses conditions propres, peut créer les conditions de son historicité. Publier devient donc un acte aussi probant que l'action politique." (1)

Si cette autocritique est valable à propos des années (1960-62) auxquelles tu l'appliques, elle l'est encore bien plus aujourd'hui. Parce que la situation a changé et que justement les conditions d'une action commune dans une praxis déterminée, dont l'absence te justifiait, sont aujourd'hui réunies. Et que tu as le devoir, comme et en tant que poète, de participer à cette action.

tu dois aujourd'hui publier

Parce qu'il ne s'agit plus aujourd'hui de refuser. Le Québec a trouvé son nom. Le peuple colonisé en est à s'inventer un pays — et une âme. Economistes et hommes politiques, ingénieurs et architectes, artistes, chansonniers et poètes ont un rôle à jouer dans cet accouchement. Et il est primordial pour que notre Québec ne soit pas mort-né que tout ce qui peut contribuer à l'existence de cette conscience et de ce pays, à leur consolidation, soit mis à contribution. Aujourd'hui, pour chacun, ne pas faire son boulot (pour le poète ne pas donner ses poèmes), c'est se refuser au pays. C'est une manière de faute contre l'espoir du Québec. Et cela serait tout particulièrement vrai de toi, mon cher Miron. Tu dois aujourd'hui publier:

à cause du prestige de ton oeuvre.

qui en fait un instrument de libération, plus efficace et utile que bien d'autres. Je ne vais pas me lancer ici dans une analyse des poèmes que tu as publiés pour le montrer. Mais il me semble clair que ces poèmes montrent une longue évolution: on y passe du malheur personnel à la Saint-Denys-Garneau à la prise en charge du malheur collectif, à la découverte de la nature sociale de notre mal, puis finalement à l'appel et à l'exigence d'un renversement de la situation, à l'exigence d'une morale et d'un amour du militant. Ce cheminement, il serait utile aux qué-

bécois d'aujourd'hui — et spécialement aux jeunes — de le refaire avec toi, et de revenir ainsi à l'origine de notre prise de conscience collective. Pour vivre dans toute sa profondeur notre actuelle démarche de libération. Ton oeuvre est un jalon nécessaire — ou plutôt une série de jalons — de notre histoire. Entre autres choses, l'oeuvre de plusieurs de tes cadets n'est pas intégralement compréhensible à qui ne connaît pas la tienne et la façon dont tu les as influencés. Et tu ne peux quand même pas demander à tous les jeunes qui auraient besoin de cette connaissance enrichissante de se faire bibliophiles et d'aller dénicher dieu sait où de vieux numéros du Devoir ou de Liberté!

à cause de la nature de ton oeuvre

De son prestige au Québec d'abord: même tenue secrète ou presque, elle s'est déjà imposée par sa qualité. Or au moment où s'affrontent ici les idéologies et les propagandes, tout ce qui peut donner du poids aux thèses libératrices et décolonisatrices compte. Tous ceux qui ont de l'influence doivent s'en servir. Et ton oeuvre serait d'un poids considérable. — De son prestige à l'étranger aussi: les "Notes sur le non-poème et le poème", par exemple, un des textes que j'ai réussi à t'arracher, ont déjà été traduites en plusieurs langues. Et au moment où le Québec commence à être connu à l'étranger comme groupe national distint, entre autres par sa littérature, toutes les oeuvres qui peuvent provoquer cette reconnaissance sont indispensables, et leur diffusion s'impose.

et pour l'avenir de ton oeuvre.

Je n'ai pas besoin de te dire que tu obtiendrais facilement une subvention pour la publication de cette oeuvre que sa réputation précède déjà; ni qu'elle est fort "vendable"; ni qu'elle te vaudrait bien quelque prix littéraire. Ni que tout cela renflouerait les caisses de l'Hexagone et te laisserait sans doute, sorti de la dèche, le moyen et le loisir d'écrire plus facilement la suite. Tu sais déjà tout cela. Je veux plutôt te parler plus sérieusement, plus vitalement, de toi et de ton oeuvre, demain. Te dire ce que j'ai en tête depuis le début, et que j'ose à peine aborder, de crainte de te blesser ou de te choquer.

Voici. Je relisais récemment ces vers de toi:

Rien n'est changé de mon destin
[ma mère mes camarades
(. . .)
je vais mourir comme je n'ai pas
[voulu finir
mourir seul comme les eaux
[mortes au loin
dans les têtes flambées de ma tête,
[à la bouche
les mots corbeaux de poème qui
[croassent
je vais mourir vivant dans notre
[empois de mort (2)

Lisant cela, je retrouvais un univers qui forme de grands pans de ton oeuvre: une sorte de malheur, de mal-être omniprésent et indépassable. Tu as assumé en toi, nommé, pris en charge nos carences. Dans ta poésie, et dans ton personnage: Miron-le-malheureux, Miron-le-malaimé est une sorte de figure exemplaire du québécois dépossédé. Et cette démarche avait fonction de catharsis. Il fallait pour assumer cette charge de pathétique une sorte de courage désespéré, une douloureuse lucidité qui fait la grandeur de ce que tu as écrit. Mais voilà, je le redis, la situation a changé. Nous sommes au moment de nous défaire de notre mal, de prendre possession de notre être et du monde. Au moment où se décidera le sens d'une démarche comme la tienne: aura-t-elle conduit à l'accouchement d'un homme québécois nouveau, ou se soldera-t-elle par un enlisement dans le malheur? C'est l'avenir, ton avenir et ton oeuvre à venir qui en décideront. Le sens d'une oeuvre n'est pas définitif tant que son auteur n'a pas dit son dernier mot.

Et il me semble justement que la publication de ton oeuvre passée serait une charnière dans cette évolution nécessaire. Publier, ce serait poser ton existence comme poète réalisé. Poser l'existence de ton succès. Rendre au domaine public cette oeuvre qui est déjà d'une certaine façon historique, et du même coup t'en délester. La laisser derrière toi, et avec elle peut-être, objectivé, passé, dit, publié, le malheur originel. Car il est temps de le dépasser, ton (notre) malheur. Continuer à le dire, à le pourchasser dans ses racoins, à le ressasser serait aujourd'hui une forme de masochisme et, pour prendre un mot qui incarne tout ce que tu détestes, une forme de complaisance. Il est temps de publier ce que tu as écrit, parce qu'il est temps de passer à autre chose.

Je me permets de te le dire parce que tu as déjà toi-même, dans un poème de L'amour et le militant, énoncé ce que serait cet "autre chose", la fin de la solitude, des mots qui croassent, la fin du destin et le début de l'historicité (pour reprendre tes mots), le moment de la réconciliation avec soi, retrouvailles et révolution: "je parviens au pays lumineux de mon être — que je t'offre avec le goût d'un ordre nouveau". (3) Je me permets de te le dire parce que je sais que ce Miron-lumineux, ce Miron-heureux est possible. Et que je voudrais bien voir ça. Ça donnerait un peu à chacun le goût d'être soi-heureux dans un Québec à nous. En disant cela, je me rends compte que je ne t'engueule plus du tout. Je suis plutôt en train de te dire, moi qui n'ai guère l'effusion facile, que tu es l'un des rares hommes que j'aime et que j'admire. Ce qui est d'ailleurs la

seule autre bonne raison que je trouve pour te demander de publier tes poèmes: me donner la chance de les lire.

(1) Un long chemin, parti pris, vol. 2 no 5, janvier 1965.
(2) La braise et l'humus, Le journal des poètes, 37ième année, no 5, Bruxelles 1967.
(3) L'amour et le militant, parti pris vol. 1, no 2, novembre 1963.

les "zarts zartis-tique"

thérèse dumouchel



au consul

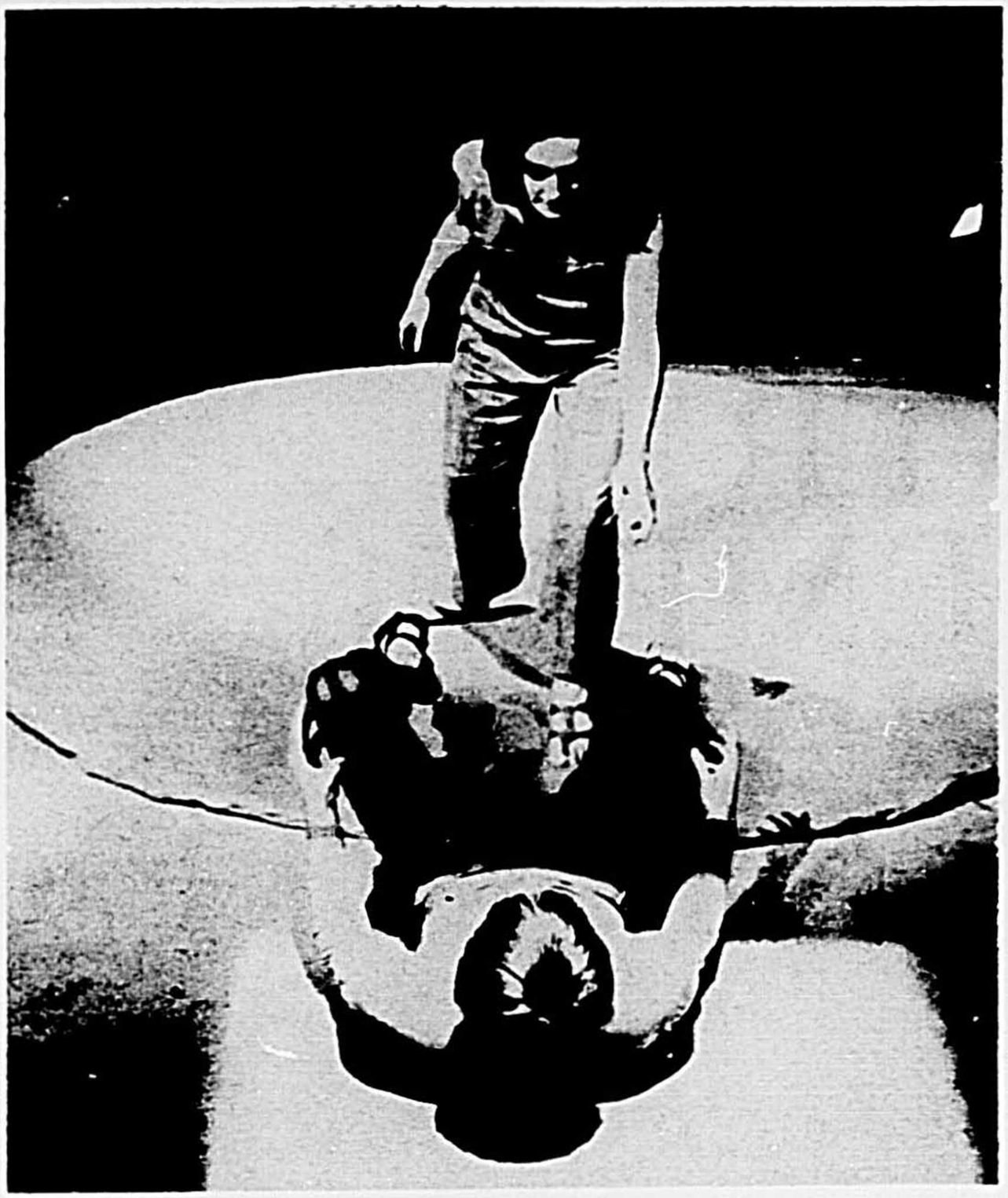
"mon paradis est pour tous
hormis les pauvres en esprit"
Maiakovski.

Claude Levac vient de monter une pièce extrêmement importante — L'Ame à poil — qui de notre élite s'est dérangé pour venir participer à cette nouvelle création? Sur une douzaine de critiques qui y sont allés, il n'y en a pas deux qui ont compris le sens de cette pièce. La révolution tranquille a permis à l' "élite" d'étendre au soleil le vernis de ses catégories arrêtées. Des troupes de théâtre qui reçoivent des subventions pour mieux se contempler le nombril, des critiques qui étalent leur absence de pensée au grand jour, des universitaires qui trouvent le moment propice pour nous intéresser à leur pensée arrêtée depuis vingt-cinq ans — nos mains ne touchent qu'en surface un matériel déjà saturé — oui Levac. Un matériel sclérosé, jauni que l' "élite" ne pouvait autrefois tripoter que dans ses salons et qu'elle tripote à présent sur l'écran de la télévision. C'est cela la grande révolution. Miron écrit — Je vais mourir vivant dans notre empois de mort — et c'est bien cela le problème, l'esprit n'est jamais sorti de l'empois. Qui ici est disponible? Qui n'a pas seulement substitué à ses peurs anciennes d'autres plus distinguées mais non moins abrutissantes? L' "élite" bouffe de la culture, le peuple bouffe de la charogne et nos quelques créateurs sont aussi isolés que l'était Borduas. A l'aculturation a succédé la culture officielle et les critiques sont payés pour la diffuser.

Qu'est-ce qu'elle a donc déblo-qué la révolution tranquille? En affublant ce terme d'un qualificatif qui le nie radicalement, l'équipe Lesage nous a passé dans les formes un de ces sapins qu'on est pas près de voir se changer en arbre de Noël! Mais dans l'euphorie de la douce mort à Duplessis, qui s'en est aperçu? Il y a dix-huit ans, Françoise Loranger dénonçant la censure écrivait:

—Voilà comment on force un peuple jeune à rester jeune. En le privant de tout ce qui serait susceptible de le rendre adulte.

Il y a dix-huit ans! Le régime de Duplessis qu'on s'est empressé d'appeler — après sa mort — l'époque de la grande noirceur pour mieux l'apprivoiser sans doute. Mais il reste fort douteux que cette sclérose des esprits ait été vrai-



ment assumée et dépassée. Ballets Africains 1967 de proche odieuse mémoire! Ballets Africains après l'Expo 67, où l'on nous oblige à endosser l'ignoble baveuse vertuosité de ceux qui réduisent les mythes les plus anciens et les plus sacrés de l'humanité à du tripotage de fesses. Claude Levac écrit en 1967 — TOUTE CREATION ICI EST IMPOSSIBLE, CAR NOS MAINS NE TOUCHENT QU'EN SURFACE UN MATERIEL DEJA SATURE —

Avec Duplessis nous vivions dans l'acculturation la plus totale, c'est-à-dire qu'il y a trois choses que nous ne parvenions pas à assumer, à quoi toute dimension était impossible de quoi rien ne pouvait naître: nos fesses, notre religion, et nos connaissances. Avec l'avènement du régime Libéral, il y a eu un certain élargissement. On nous a permis de parler librement des fesses des autres, des autres religions et de ce qui s'apprend ailleurs. Et tous rassurés par ces fausses portes ouvertes, nous avons applaudi au vent de libération des esprits qui soufflait sur la province. Avec l'avènement du régime Libéral, notre "élite" intellectuelle, la plus colonisée de toutes les couches de la société, s'est taillé une petite place au soleil en grattant généreusement sur la place publique les puces qu'elle avait attrappées ailleurs. Et la culture généreusement s'est répandue. Nos troupes de théâtre ont pu enfin fonctionner avec des subventions et jouer quelques-unes des pièces dans lesquelles tel ou tel comédien rêvait depuis dix ans de tenir un rôle. Sans aucune considération pour les besoins du public bien entendu. A la télévision on nous a donné quelques bons programmes américains et autres. Quelques grands peintres connus dans le monde entier mais peu des nôtres. Des oeuvres contemporaines par-ci par-là, mais qui connaît nos compositeurs? On était entré dans la culture universelle. En somme la révolution tranquille nous a permis à nous, l'"élite", de nous gaver de tout ce qui nous avait manqué sous le régime de la noirceur. Leurre! Leurre! Leurre! D'abord pour le peuple. Ce qu'on a trouvé de mieux à lui donner c'est Cré Basile au canal 10. Et pour nous l'"élite", une belle grande ouverture sur le néant. Non parce qu'il faut nous limiter à nos frontières mais parce que le néant c'est nous et que le néant ne peut engendrer que du néant, d'où que vienne sa nourriture. Lorsque l'"élite" a cru bon de protester contre l'arrestation des danseuses des Ballets Africains, elle n'est pas allée directement à ceux qui menaient le bal de la bêtise. Elle ne s'est pas répandue en larmes sur ce pauvre peuple auquel on ne donne à rogner que des os. Tout ce qu'elle a pensé, notre "élite" protestante, c'est: de quoi avons-nous l'air, nous, aux yeux du monde entier.

levac loranger

THÉATRE... ÉVÉNEMENT VÉCU PAR LA COLLECTIVITÉ



"Toute création est impossible ici, car nos mains ne touchent qu'en surface un matériel déjà saturé."
CLAUDE LEVAC *L'âme à poil*
Voilà posé clairement par un créateur le problème de notre difficulté à être et à créer.

"Une imagination d'artiste a besoin d'être nourrie, elle ne peut rendre que ce qu'on lui a donné, elle ne fait qu'enfanter des relations, elle engendre du déjà créé, pour tout dire, elle révèle. Mais ici elle s'empiffre, s'enfonce, s'enlise."

Idem



LEVAC est bien le premier à prendre aussi évidemment le taureau par les cornes: au théâtre, opérer une catharsis pour sortir du matériel saturé. Donner le coup de scalpel décisif susceptible de faire voler en éclats le masque collectif reproduit à milliers d'exemplaires et derrière lequel chacun des individus de cette société-ci se décompose. Un homme de spectacle qui a la lucidité de dire: SORTONS D'ABORD DU PARAITRE. Artaud disait: le théâtre est fait pour vider collectivement des abcès.

LEVAC — Nous sommes dans une phase préthéâtrale. Notre recherche actuelle donne des orientations mais le théâtre québécois ne saurait être défini maintenant. Tel est le sens du théâtre de L'Enclos. L'Enclos est d'abord un environnement et le dispositif scénique qui l'illustre tendra à réaliser l'environnement total.

Avec L'AME A POIL au théâtre de l'Enclos, LEVAC nous a montré quelles voies il voulait déblayer. L'Enclos: disparition de la scène traditionnelle, spectateurs et comédiens au même niveau. Nous sommes "enclos" dans un inévitable face à face. Pas de sortie à l'arrière. On ne peut pas filer à l'anglaise . . . Enclos: environnement. Spectateurs et comédiens englobés dans un même espace psychologique. Environnement créé par l'impression de claustration et par la proximité des comédiens, proximité qui nous fait violence. Tout est conçu pour que l'on ne puisse pas échapper à la mise à nu. Et la catharsis commence.

LEVAC — Ce n'est pas facile de susciter cette mise à nu. Chez l'auteur en premier lieu. Qu'il ose se dépouiller de cette carapace qui limite toute interrogation à des généralités superficielles. Chez le comédien ensuite. Les comédiens ne sont pas habitués à jouer des pièces qui les engagent. Ils ont trop joué de personnages stéréotypés. Ils sont devenus eux-mêmes des types emprisonnés dans le paraître. Comme ils ne peuvent plus remonter à leur propre essentiel, ils sont limités à tout ramener à des expériences factuelles au lieu de prendre appui sur une vie globale d'expérience personnalisée et de la déborder. Le même emprisonnement existe chez le spectateur. C'est pour cela qu'il a besoin de personnages qui le raccrochent à des schémas superficiels et fragmentaires. Il ne peut pas remonter à sa totalité vécue. Or nous voudrions effectuer une mise à nue totale de l'auteur, des comédiens, des techniciens, des spectateurs.

Un pré-théâtre qui serait l'étape de la mise en disponibilité. Si aucune vie créatrice n'est possible sans cette disponibilité du créateur et du recréateur (récréation - spectateur - mélomane etc.), il va de soi que l'on veuille exiger au théâtre du dramaturge, des comédiens et du public ce préalable, sans lequel aucune dramaturgie québécoise n'est possible.

LEVAC — Au théâtre de l'Enclos, le sentiment de claustration ressenti me paraît inévitable à court terme. Mais à long terme, l'image que l'on aura devant soi ou derrière débouchera sur le monde et notre claustrophobie tant individuelle que collective se dissipera. Pour le moment, nous ne songeons qu'à rejoindre la sensibilité québécoise par tous les moyens mis à notre disposition au théâtre. Faire passer l'ensemble des spectateurs de leur état de public-agrégat à celui de collectivité. En proposant à ce public d'ici une vision de notre monde qui suscite une prise de conscience collective. Le problème de la misère et de la faim dans le monde, par exemple, ne seront jamais accessibles que passant par une prise de conscience de notre propre pauvreté qui elle, est surtout morale et intellectuelle. Nous voulons également trouver une façon de jouer qui nous exprime, nous, en tant que québécois. Faire qu'une pièce de théâtre devienne un événement créé par tous. Quelque chose est en train de naître chaque soir et chacune des personnes présentes doit contribuer à l'avènement de cet événement.

Aussi paradoxal que cela paraisse, l'avènement d'une véritable dramaturgie québécoise au sens où LEVAC l'entend, c'est l'arrêt de mort du régionalisme théâtral. La mise à nu, le creusage en-deça du factuel, c'est cela qui nous permettra de sortir des situations et des caractères stéréotypés qui ont toujours caractérisé notre théâtre et qui ne font que renvoyer au spectateur une image de lui-même qu'il connaît déjà et qui est bien trop rassurante pour le précipiter dans ces mondes mystérieux où l'homme se recrée. Mais c'est en-deça des stéréotypes et du fait divers que l'on peut joindre les autres collectivités.

LEVAC — Nous ne sommes pas là pour réfléchir le public mais pour susciter des mises en question de l'individu et du collectif. Un tel projet ne peut se réaliser que dans des formes neuves inventées pour ce dire. Et pour cela, il faut être au courant de tout ce qui se fait dans tous les domaines. Ouvrir le théâtre. Il faut pouvoir entrer en contact avec les peintres, les sculpteurs, les musiciens. Savoir ce qui se crée partout. Comprendre les nouveaux matériaux. Voir en quoi ils peuvent servir la scène. Et parvenir à une synthèse proprement théâtrale de tous ces éléments mis à notre disposition.

Les théories des metteurs en scène à l'étranger... Levac les connaît, les admire peut-être mais ça ne l'empêche pas de froncer les sourcils.

LEVAC — Une théorie, une recherche formelle n'a de sens qu'à l'intérieur d'un ensemble de considérations concernant une collectivité à laquelle on s'adresse et dont on fait partie. Encore une fois, le théâtre est un art collectif. L'étape du "Living Theatre" ou de "L'Open Theatre" n'est pas arrivée pour nous ou elle est dépassée. Il faut accepter de réfléchir pour notre propre compte. Et ce travail de réflexion doit être fait par tous. Les comédiens doivent se décoloniser, cesser d'être le produit d'une culture étrangère. Apprendre à sentir et à dire québécois. Retrouver eux aussi leur identité. Ils ne doivent pas non plus se laisser user. Quand on les utilise comme types pendant longtemps, on les tue. Parce qu'il n'y a pas de jeunes compagnies, ils ne peuvent pas expérimenter. Ils doivent aller vers les vieilles troupes

pour trouver du travail et là, on les coule dans les vieux moules traditionnels. Ils sortent des écoles de théâtre en parfaits techniciens mais sans capacités d'invention. Ils s'empêtrent et s'emmurent dans un fatras d'habitudes. Ils deviennent des exécutants. Or c'est tout le groupe qui doit créer la pièce. L'éclairagiste doit devenir un véritable créateur d'ombres et de lumières. L'auteur ne peut plus rester dans son coin, le langage doit occuper sa juste place. L'auteur doit se remettre en question à partir des éléments mêmes du théâtre. Se confronter en tant qu'auteur à la création artistique concrète. Il faut travailler à sentir et d'être. Il faut cesser de parce que nous aurions l'air arriérés si nous n'en faisions pas.

Claude Levac — 27 ans.
cinq ans de théâtre étudiant comédien et metteur en scène
De 1963 à 67 — neuf pièces:

62 — transposition de Hamlet — pas jouée.

63 — commande de l'école Vincent d'Indy livret d'opéra **"Cléophas Gaudet"** avec — Luc Cousineau — pas joué

63 — **Boules-à-mythes** monté par Paul Buissonneau au Festival d'Art dramatique. 1er prix.

64 — Bourse d'aide à la création du Ministère des Affaires Culturelles.

65 — Dyptique **Sa Mère** ou la seconde enquête D'Oedipe-commandé par les Apprentis-Sorciers. pas jouée.

66 — primée à la commission de la pièce canadienne

66 — Les 35-45 ou les deux f... des vaincus — pas jouée
La brèche — jeu dramatique à thème commandé par les J.R.C.
Un sujet de grande importance — commandée par l'ACTA — prix de la mise en scène — pas jouée.
L'âme à Poil — jouée au théâtre de l'Enclos

67 — **1200 secondes** — tentative de spectacle intégral commandé par l'Expo — pas joué.

67 — Ouverture du théâtre de l'Enclos dont il est animateur, avec **L'âme à poil.** Bourse du Conseil des Arts.

N.B. Sur 8 pièces, 2 seulement ont été montées. Raisons: manque de fonds ou trop nouveau ou trop osé pour être accepté par des troupes "établies". On peut en conclure que ce ne sont pas les pièces qui manquent au théâtre québécois mais le cran, à nos pseudo-mécènes et notre pseudo-avant-garde, intellectuelle, pour les monter.

Claude Levac et Françoise Loranger travaillent actuellement à une pièce qu'ils présenteront bientôt. Une pièce sur la visite de De Gaulle: LUI.

LORANGER — Nous n'avons pas l'intention d'aborder le problème de la politique gaulliste en France. Nous voulons présenter De Gaulle dans ce qu'il a signifié pour nous.

La visite de De Gaulle, ce fut à votre avis, un grand événement?

LORANGER — Oui. Que l'on soit pour ou contre, De Gaulle est une personnalité prestigieuse. Il a servi de catalyseur. Sa présence a permis aux québécois de saisir concrètement l'existence d'une présence française dans le monde. Ses paroles nous ont permis de prendre conscience que notre revendication d'une existence française en Amérique n'était pas une fantasmagorie de névrosés. L'impact collectif suscité par cet événement nous a permis de réaliser que nous étions assez nombreux à le vouloir ce Québec Libre.

Mais pourquoi transposer cet événement au théâtre?

LORANGER — Ct événement a créé un certain consensus parmi la population québécoise. Et comme avec Levac, nous voulons faire un théâtre qui réinvestisse le collectif dans la conscience des individus qui viennent au théâtre, nous avons pensé que cet événement pouvait particulièrement servir nos desseins. Nous tentons dans cette pièce de mettre en évidence les réactions des gens en place et de la population à ce phénomène collectif.

Pourquoi travaillez-vous avec Levac? Votre théâtre jusqu'ici a été assez réaliste.

LORANGER — Je crois que j'avais besoin de passer par cette forme de théâtre psychologique mais j'en ai maintenant épuisé la forme. J'ai lu un jour par hasard une pièce de Levac et j'ai trouvé qu'il était bien plus avancé que nous. Comme j'éprouvais moi-même le besoin de tout remettre en question, j'ai eu envie de travailler avec des jeunes qui apportent une vision renouvelée du théâtre et de son rôle.

Un théâtre québécois?

LORANGER — Tout ce que j'ai écrit a toujours été québécois. Comment pourrais-je faire autrement? Durant toute la période duplessiste, nous étions si emprisonnés dans l'idéologie qu'elle impliquait que nous ne pouvions pas en sortir. Nous nous sommes repliés sur nos problèmes intérieurs. Mais même si nous ne parvenions pas à voir la dimension sociale et politique de ces problèmes, ils étaient de toute façon l'expression de l'âme québécoise. Mon roman MATHIEU est typiquement québécois. Les critiques à l'époque ne voulaient pas l'admettre mais les jeunes aujourd'hui me le disent.

La politique vous intéresse?

LORANGER — Je ne me sens pas faite pour une action politique précise mais l'aspect socio-politique de nos problèmes m'intéresse et m'inquiète. L'indépendance du Québec par exemple. Je ne comprends pas l'inconscience des gens qui sont là à discuter dans le vide. Qu'est-ce qu'ils attendent? Que nous n'ayions plus droit de parole? C'est une course contre la montre. Les statistiques nous le démontrent froidement; avec l'immigration et tout, nous devenons de jour en jour

plus minoritaires. Si l'indépendance n'est pas faite d'ici cinq ans, ce sera trop tard. Moi je me sens profondément québécoise et de culture française et ça m'inquiète.

C'est pour cela que vous faites LUI?

LORANGER — Chacun doit faire ce qu'il peut dans la domaine qui est le sien. Le théâtre est un moyen de toucher une collectivité et de lui faire prendre conscience de certaines choses. Il faut lui faire trouver son rôle dans cette société-ci. Il faut pour cela le démocratiser; que le prix des places soit accessible à tout le monde, faire un théâtre assez accueillant pour qu'on y vienne comme on va au cinéma. Y parler de choses qui nous intéressent tous. Un tel théâtre ne peut être que québécois. Actuellement, c'est le public par sa demande qui oblige les troupes à mettre à l'affiche des pièces québécoises. Or ce n'est pas normal. C'est l'inverse qui devrait se produire. Un théâtre vivant suscite lui-même la demande du public. C'est ce que nous voudrions faire avec LUI. Nous attaquer en même temps à une nouvelle conception du théâtre et inventer une dramaturgie proprement québécoise.

NE MANQUEZ PAS LUI... LUI... LUI... LUI... LUI... LUI... LUI... LUI... LUI...



EN SPECIAL !

pour les lecteurs de parti pris

les québécois

un choix de textes des volumes I et II de la revue parti pris préfacé par jacques berque, professeur au Collège de France publié à Paris chez François Maspero, l'éditeur de:

— Régis Debray

— "che" Guevara

— Fidel Castro

— Frantz Fanon

$4.00 port payé

bulletin de commande :

nom: .....

adresse .....

ville .....

veuillez me faire parvenir ..... exemplaire (s) de "les québécois" ci-joint un chèque ☐, un mandat-poste ☐, au montant de ..... fait à l'ordre de:

Les éditions parti pris

c.p. 149, station "N"

Montréal 18.

Bulletin de commande - volumes déjà parus

éditions **parti pris**

Veuillez me faire parvenir les titres suivants:

- ☐ **la ville inhumaine,** roman de Laurent Girouard **$2.00**
- ☐ **le cassé,** nouvelles de Jacques Renaud **$1.00**
- ☐ **la chair de poule,** nouvelles d'André Major **$1.75**
- ☐ **la nuit,** roman de Jacques Ferron **$1.50**
- ☐ **pleure pas, germaine,** roman de Claude Jasmin **$1.75**
- ☐ **journal d'un hobo,** roman de Jean-Jules Richard **$2.50**
- ☐ **carnets politiques,** de Jean-Marie Nadeau avec une préface de René Lévesque **$2.00**
- ☐ **sonnets archaïques pour ceux qui verront l'indépendance,** de Jean-Robert Rémillard **$1.00**
- ☐ **papa boss,** roman de Jacques Ferron **$1.50**
- ☐ **le monde sont drôles,** nouvelles, suivies de **la ville depuis . . .,** lettres d'amour de Clémence Desrochers **$1.50**
- ☐ **les cantouques,** poèmes en langue verte, populaire et quelquefois française, de Gérald Godin **$1.00**
- ☐ **les cent dessins du centenaire,** par Berthio **$2.50**
- ☐ **les coeurs empaillés,** de Claude Jasmin **$1.50**
- ☐ **élégies pour l'épouse en-allée,** d'Alfred Desrochers **$1.00**
- ☐ **du duplessisme au johnsonisme :** 1956-1966, de Gérard Bergeron ... **$3.50**
- ☐ **mon pays, le Vietnam,** de Nguyen trung viet **$2.00**
- ☐ **la victoire de St-Denis,** par R.-L. Séguin **$1.00**

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Ci-joint un ☐ chèque, ☐ mandat de poste, au montant de .....

Faire parvenir ces bulletins à **Les éditions parti pris**
C.P. 149, Station "N", Montréal (3)

Bulletin d'abonnement

Revue parti pris, C.P. 149, Station "N"
Montréal

Veuillez m'abonner à *parti pris* pour 12 livraisons, à compter du numéro .....

Ci-inclus mon chèque au montant de $6.00. (Etranger par avion et abonnement de soutien : $10.00).

NOM .....

ADRESSE .....

VILLE ..... PAYS .....

SIGNATURE .....

LA BARRE DU JOUR

* revue littéraire bimestrielle
* 10 numéros parus
* un numéro triple sur la dramaturgie québécoise
* nouvelles, poèmes, pièces, essais, études critiques
* un numéro spécial sur Roland Giguère, à paraître en février
* textes inédits de Arthur de Bussières, Charles Gill, Nérée Beauchemin, Louis-Joseph Doucet, Louis-Joseph Quesnel, Albert Lozeau, Jean-Charles Doyon — ces inédits font l'objet d'une chronique.

Veuillez m'abonner à partir du numéro .....

Nom .....

Adresse .....

1 an (6 numéros): $5.00
à l'étranger: $5.50

LA BARRE DU JOUR,
665, rue Crevier,
Montréal 9.

hâtez-vous !

c'est le moment où jamais de compléter votre collection de la revue parti pris il ne reste que cinquante exemplaires du volume I

prix spécial —pièce de collection $10.00
les autres volumes et exemplaires sont vendus au prix marqué

séries spéciales

manifeste: numéro-présentation, manifeste 64-65, manifeste 65-66 ..... $1.50

problème de culture: le cinéma, l'information, la littérature au Québec $1.00

études de milieux: le milieu rural, les villes de Montréal et Québec $1.00

portraits de colonisé: deux numéros doubles sur les aspects vécus de la colonisation au Québec $1.50

Entourez d'un cercle les prix des séries ou numéros demandés et envoyez le tout à

Revue parti pris, case postale 149, station N, Montréal, au Québec

nom .....

adresse .....

AUX EDITIONS PARTI PRIS

Saison '67 - '68

– L'INAVOUABLE, poème de paul chamberland

– NEGRES-BLANCS D'AMERIQUE, autobiographie précoce d'un "terroriste" québecois, par pierre vallières

– LA VICTOIRE DE SAINT-DENIS, dans le cadre des fêtes du centrentenaire (1837-1967), par robert-lionel séguin

– CORRESPONDANCE, de charles gill

– A PERTE DE TEMPS, roman de pierre gravel
réimpression (5e mille)

LE CASSE, le célèbre roman de jacques renaud

La littérature du Québec a besoin des éditions parti pris

Les éditions parti pris ont besoin de vous

Devenez souscripteur aux éditions parti pris

Une souscription de $9. vous donne droit à $13. de publications.

Poussière sur la ville

